

**RECHERCHE PRELIMINAIRE SUR LES INVESTISSEMENTS EN MILIEU
RURAL PAR LE GOUVERNEMENT RWANDAIS
VIS-A-VIS DE L'OMD 1**

**Préparé par : François Xavier GASORE,
Consultant.**

Kigali – Rwanda, Avril 2009

TABLE DE MATIERE

	Pages
LISTE DES ABREVIATIONS.....	3
0. INTRODUCTION	4
<i>I. SITUATION ECONOMIQUE DU RWANDA.....</i>	5
<i>II. GENRE ET DEVELOPPEMENT.....</i>	8
1. Indicateurs démographiques.....	8
2. Participation de la femme dans le développement.....	9
<i>III. POLITIQUE NATIONALE EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT.....</i>	10
<i>IV. LES CULTURES PRIORITAIRES.....</i>	11
4.1. Les cultures des choix.....	11
4.2. Les cultures traditionnelles.....	12
4.3. Les cultures de rente orientées vers le marché local.....	15
4.4. La transformation et la commercialisation.....	16
4.5. Les cultures avec un marché extérieur existant mais qui doit être développé.....	17
4.6. Objectifs stratégies spécifiques.....	21
<i>V. LIEN ENTRE LA POLITIQUE AGRICOLE AVEC LA POLITIQUE ECONOMIQUE GLOBALE.....</i>	23
5.1. La vision 2020.....	23
5.2. La stratégie nationale d'investissement.....	23
5.3. La stratégie de réduction de la pauvreté.....	23
5.4. Le discours programme du gouvernement.....	24
5.5. Des objectifs de développement du millénaire.....	24
<i>VI. PRINCIPES DIRECTEURS ET STRATEGIES.....</i>	25
<i>VII. ARRIERE PLAN ET RAISON D'ETRE DU DEVELOPPEMENT DES FILIERES...</i>	26
<i>VIII. OPPORTUNITES ET CONTRAINTES.....</i>	29
8.1. Opportunités existantes.....	29
8.2. Contraintes.....	29
8.3. Conclusion.....	32
<i>IX. ORGANISATION DES FILIERES PRIORITAIRES POUR LES TROIS ANNEES A VENIR : 2006 – 2008.....</i>	34
9.1. Création d'une structure propre de promotion des filières agricoles.....	34
9.2. Faiblesses liées au développement des filières pour le marché.....	36
9.2.1. Au niveau de la production.....	36
9.2.2. Au niveau de la transformation.....	37
9.2.3. Au niveau des garanties.....	37
9.2.4. Au niveau de l'information.....	38

9.2.5. Au niveau de l'environnement économique.....	38
9.2.6. Au niveau des exportations.....	38
9.3. Forces.....	39
9.3.1. Au niveau des politiques du gouvernement.....	39
9.3.2. Au niveau des bailleurs de fonds.....	39
9.3.3. Autres facteurs.....	39
X. PROGRAMMES PRIORITAIRES : 2006 – 2008.....	40
10.1. Amélioration de la compétitivité et promotion de l'entreprise.....	40
XI. INVESTISSEMENT REALISE EN MILIEU RURAL PAR LE GOUVERNEMENT RWANDAIS DE 2006 A 2008.....	41
11.1. Année 2006.....	41
11.2. Année 2007.....	43
11.3. Année 2008.....	47
11.4. La part de la Belgique dans le financement du développement agricole du Rwanda se chiffre à.....	49
XII. QUELLES SONT LES ETAPES ULTERIEIEURES	51
XIII. RECOMMANDATIONS.....	52
LISTE DES DOCUMENTS CONSULTEES.....	55

ABBREVIATIONS :

- DSRP : Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté
- EDPRS : Economic Development and Poverty Reduction Strategy ou Stratégie de Réduction de la Pauvreté et de Développement Economique.
- EICV : Enquête Intégrale sur les Conditions de vie (des ménages)
- MDG : Millenium Development Goals
- NISR : National Institute of Statistics of Rwanda ou Institut National de la statistique
- OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
- PRSP : Poverty Reduction Strategy Paper ou Plan Stratégique de Réduction de la Pauvreté
- PIB : Produit Intérieur Brut
- PNB : Produit National Brut
- PAPSTA : Projet d'Appui au Plan Stratégique de Transformation de l'Agriculture.
- PSTA : Plan Stratégique de Transformation de l'Agriculture au Rwanda
- PDCRE : Projet de Développement de Culture de Rente et d'Exportation.
- PADEBL : Projet d'Appui au Développement de l'Elevage Bovin
- RSSP : Rural Sector Support Project

0. INTRODUCTION

En septembre 2000, 191 pays réunis à New York ont réaffirmé leur engagement à œuvrer pour la promotion d'un monde meilleur pour tous à travers la promotion de la paix, de la sécurité, de la bonne gouvernance, de la démocratie, des droits de l'homme, et du développement. Cet engagement solennel s'est traduit par l'adoption d'une série de huit objectifs de développement, appelés «Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)», auxquels sont attachés un ensemble de 8 cibles quantitatives et donc vérifiables. Les OMD visent à :

- 1- Éliminer l'extrême pauvreté et la faim,
- 2- Assurer l'éducation primaire pour tous,
- 3- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes,
- 4- Réduire la mortalité des enfants,
- 5- Améliorer la santé maternelle,
- 6- Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies,
- 7- Assurer la durabilité des ressources environnementales, et
- 8- Mettre en place un partenariat global pour le développement.

La mise en œuvre au plan national de la Déclaration du Millénaire implique la formulation d'une stratégie de lutte contre la pauvreté. Le Rwanda étant parmi plusieurs autres pays les plus pauvres du monde, il a procédé à la préparation et à la mise en œuvre des programmes capables de lui permettre d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Dans le cadre de cette mission, seul l'OMD1 est concerné.

La recherche sur le niveau atteint dans la réalisation des OMD a été menée sur base de documents principaux qui retracent ou traitent des sujets en rapport avec les facteurs qui ont ou exercent de grandes influences sur la situation économique du Rwanda dans son aspect d'une grande ou extrême pauvreté et essaie de les situer dans le contexte des récents développements politico et socio- économiques du pays vis à vis de l'Objectif de Développement du Millénaire : OMD 1, d'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim.

Plus précisément, la recherche consiste à :

- Identifier et analyser les instruments et des documents nécessaires sur les investissements en milieu rural (Politiques, lois, stratégies, etc....) ;

- Analyser des documents de recherche et études effectuées dans le domaine de réduction de la pauvreté au Rwanda ;
- Etudier le lien entre la politique agricole et le PRSP (Poverty Reduction Strategy Paper) ;
- Présenter une liste de littérature existante sur les investissements en milieu Rural et une liste de bailleurs de fonds, partenaires du Rwanda qui investissent dans ce domaine, surtout dans l'**agriculture** ;
- Analyser les budgets alloués à ces investissements.

Concrètement, la recherche doit permettre d'avoir :

- Une vue d'ensemble de la situation de la pauvreté en milieu rural (Statistiques à l'appui) ;
- Les forces et faiblesses des programmes de réduction de la pauvreté en milieu rural ;
- Des recommandations pour résoudre les problèmes identifiés ;
- Deux hypothèses pour la recherche approfondie.

I- SITUATION ECONOMIQUE DU RWANDA

Le Rwanda est l'un des pays les plus pauvres du monde avec un revenu annuel par tête de 272 dollars EU en 2006. Selon l'Institut National de la statistique (NISR), le Rwanda prévoyait une évolution du revenu par tête de 200 dollars EU en 2000 pour atteindre 400 dollars EU en 2010. Le Produit Intérieur Brut (PIB) s'élève à environ 2.4 milliard de dollars EU en 2005. Le secteur primaire fournit 38% du PIB et 80 % des emplois. Cependant environ 56,9% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté et 36 % au-dessous du seuil de pauvreté extrême. Le tableau ci-dessous indique la situation socio-économique actuelle du Rwanda.

Situation socio-économique du Rwanda et progrès atteints dans la réalisation des objectifs et cibles de la vision 2020 et de l'OMD1

OMD	Vision 2020	Année de base 1990	Année de base 2000	2006	Cibles de la vision 2020		Progrès vers les cibles de 2020	Objectif cible de l'OMD en 2015
					2010	2020		
OMD1 Eliminer l'extrême pauvreté et la faim	PNB par tête en dollars américains	-	200	272	400	900	Rouge	
	Taux moyen de croissance du PNB	-	8.1%	6.5%	8.0%	8.0%	Jaune	
	Taux moyen de croissance du secteur agricole	-	7.0 %	4.4 %	8.0%	6.0%	Rouge	
	Proportion de personnes vivant avec moins d'1 dollars	-	60.4%	56.9%	40%	30%	Rouge	30,2
	Pourcentage d'enfants présentant une insuffisance pondérale : Enfants mal nourris	-	24	23	20	10	Rouge	14,5

Source : 1. Millennium Development Goals. Towards Sustainable Social and Economic Growth.

Country-Report-2007; National Institute of Statistics of Rwanda.

2. Stratégie de Développement Economique et de Réduction de la Pauvreté (EDPRS) Septembre 2007, MINECOFIN

N.B : Il ressort de ce tableau que le niveau actuel des indicateurs de développement économique laisse croire que certains objectifs ne seront pas atteints à l'horizon 2020. En effet, le PIB était de \$ 200 en 2000, et de \$272 en 2006/2007. Il a fallu 7 ans pour que le Rwanda connaisse une augmentation absolue de \$ 72 du PIB . A ce rythme de progression apparemment lente, le Rwanda ne pourra pas atteindre le niveau intermédiaire de PIB de \$400 qu'il s'était fixé en 2010 et encore moins celui \$ 900 en 2020 .

De même, le niveau des personnes vivant avec moins d'un dollar Américain par jour était 60,4% de la population du Rwanda en 2000. Ce niveau a connu une lente progression pour atteindre 56,9% en 2006/2007. Or le Rwanda s'était fixé comme objectif d'atteindre un niveau intermédiaire de 40% en 2010, avant de se situer à 30% de la population en 2020. Egalement, il apparaît utopique de croire que ce niveau sera atteint étant donné la faible progression précédemment évoqué

II. GENRE ET DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL

Normalement, le concept genre implique l'égalité entre l'homme et la femme devant la loi. Elle exige également les mêmes droits, opportunités, chances aux femmes et aux hommes.

De ce fait, l'approche genre, est une approche dont les stratégies peuvent conduire le pays vers un développement durable et dans le cas inverse, le pays resterait dans un cercle vicieux de la pauvreté.

Dans ce cadre, le gouvernement Rwandais a créé des conditions favorables à la promotion de l'égalité du genre, dans ce sens qu'il a mis en place des lois écrites qui notifient clairement l'égalité entre l'homme et la femme. C'est ainsi que la constitution du 04/06/2003, stipule que tous les Rwandais sont nés et restent libres et égaux en droits et devoirs.

De même, la Constitution de la République du Rwanda insiste sur l'égalité entre l'homme et la femme et prône une action affirmative pour résoudre des problèmes spécifiques, celle de faire représenter les femmes à 30 % aux postes de prise de décision.

De plus, la décentralisation actuelle, la Vision 2020, l'EDPRS, tels que adoptées par le pays pour le développement, ont intégré transversalement l'aspect Genre.

Non seulement cela, le Rwanda, comme les autres pays du monde, s'engage à l'atteinte des objectifs du Millénaire (OMDs), et le troisième objectif vise 'Egalité du genre et l'Autonomisation des femmes'.

Cependant, on constate que cet objectif n'est pas complètement atteint. Quelques données portant sur les caractéristiques démographiques et la participation de la femme dans le développement donnent une vue globale de la situation.

1. Indicateurs démographiques

D'après le Recensement de la Population et de l'Habitat de 2002, la population du Rwanda était de 8 128 553 dont 3 879 448 effectifs de population masculine et 4 249 105 de population féminine, soit 47,7 % des hommes et 52,3 des femmes. Le rapport de masculinité est de ce fait de 91,4 hommes pour 100 femmes.

D'après les projections effectuées par le NISR, la population du Rwanda serait en 2006, de 9 058 392 dont 4 728 737 femmes et 4 329 655 hommes. Dans ce cas, les proportions des hommes et des femmes n'auraient pas beaucoup changé en 2006, elles seraient toujours environ de 47 % des hommes et de 53% des femmes.

2. Participation de la femme dans le développement

Le taux d'activité des femmes est un indice important de la mesure de leur statut. Selon l'EICV2 en 2005-2006, la proportion des femmes qui sont économiquement actives est plus élevée que celle des hommes : 63% pour les femmes contre 59% pour les hommes.

Toutefois, certains groupes de la population du pays sont généralement considérés comme étant susceptibles d'être désavantagés que d'autres. Il s'agit essentiellement des ménages dirigés par les femmes, plus particulièrement les veuves et ceux dirigés par les enfants et les jeunes de moins de 21 ans.

En 2005-2006, l'EICV2 a montré qu'environ un quart de la population (24 %) vivent dans les ménages dirigés par les femmes. Cette proportion a légèrement baissé par rapport à 2000-01 où il était de 28 %.

Parmi ces ménages dirigés par les femmes, 60 % sont considérés comme pauvres.

Tableau 2 : Proportions de la population et le niveau de pauvreté parmi les ménages potentiellement vulnérables (%)

Ménages dirigés par	% de la population	Niveau de pauvreté	% de la population	Niveau de pauvreté
Veuves	27.6%	66.3 %	23.8%	60.2
Veufs	22.0%	67.7%	18.7%	59.9
Enfants	1,3%	60.1%	-	60.1%
Tous les ménages	100	60.4%	100 %	56.9

Source : République du Rwanda, Institut National de la Statistique, Enquête Intégrale sur les conditions de vie des ménages – Décembre 2006 et celle de 2000 – 2001.

Remarque : La pauvreté est beaucoup plus sensible au sein des groupes vulnérables : Les groupes sans conjoints (veufs et veuves, puis les enfants)

III. POLITIQUE NATIONALE EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DU MILIEU RURAL

Le contenu de ce chapitre est tiré du document de « Plan Stratégique de Transformation de l’Agriculture ».

Pour faire face à cette situation de conditions de vie précaire généralisée de la majorité de la population, le Gouvernement Rwandais par le biais du ministère de l’agriculture, s’est fixé comme objectif global de développement du monde rural en se basant au secteur agricole, seul capable de générer les revenus monétaires aux producteurs et aussi assurer la sécurité alimentaire. Pour y parvenir, le gouvernement Rwandais envisage plusieurs hypothèses fondées sur différentes visions et politiques. Parmi elles, celles retenues sont :

- Une agriculture intégrée et diversifiée et régionalement spécialisée qui assure la sécurité alimentaire de la population et une distribution équitable des ressources et des revenus; une agriculture soucieuse de la préservation de l’environnement et des ressources naturelles.
- Une agriculture familiale modernisée, innovatrice, professionnelle et spécialisée ; génératrice d’emplois et de revenus et orientée d’une manière volontaire vers le marché (domestique, sous-régional, régional et international);

Ainsi, selon cette politique nationale de développement du milieu rural, les programmes spéciaux suivants devraient retenir l’attention des responsables / décideurs politiques du pays.

Ceux –ci incluent : l’intensification, la professionnalisation, la commercialisation des produits agricoles, la bonne gestion du sol et des eaux, la diversification des productions agricoles et animales, l’empoissonnement des lacs et le développement piscicole, de l’artisanat de l’agro-industrie, le développement du secteur privé ainsi que l’amélioration de l’état nutritionnel.

La transformation et la modernisation de l’agriculture s’appliquent aux filières prioritaires identifiées pour les productions animales et végétales ainsi qu’à d’autres domaines de diversification susceptibles de jouer un rôle important dans la sécurité alimentaire et générer des revenus aux producteurs.

Pour atteindre les résultats escomptés, le Gouvernement Rwandais compte poursuivre quatre axes stratégiques :

- i) La transformation et la modernisation de l'agriculture ;
- ii) Le développement des filières ;
- iii) Promotion de la compétitivité des produits agricoles ;
- iv) Développement de l'esprit d'entrepreneuriat agricole.

Dores et déjà, l'axe de développement des filières ont pour principales composantes : le café; le thé; le pyrèthre; les roses; les fruits exotiques; les plantes ornementales; le haricot; le riz; le maïs; le blé; le soja; le manioc ; le maracuja ; le piment ; la soie, la pomme de terre; les cuirs et peaux; le miel; la viande et le lait.

IV. LES CULTURES PRIORITAIRES (Le contenu de ce chapitre est tiré du document de « Plan Stratégique de Transformation de l'Agriculture ». PSTA I

4.1. Les Critères de choix

Le choix s'est fait en fonction des critères suivants : Les cultures traditionnelles d'exportation telles que la café, le thé et le pyrèthre, les filières qui donnent des produits qui sont importés mais qui peuvent être produits localement tels que le riz, le blé, les cultures non traditionnelles d'exportation mais dont le marché existe et dont les exportations ont commencé et que l'expansion du marché extérieur est d'une importance capitale. Il s'agit du piment, de la banane de fruit, du maracuja, de la farine de manioc du géranium. On pense également à promouvoir le tournesol parce que le pays ne couvre que 17.3% des besoins en lipides, et de leur rôle important dans l'économie nationale surtout pour la capitalisation du monde rural à travers les marchés domestiques, sous-régionaux, régionaux et internationaux (avantages comparatifs), et de leur rentabilité ;

4.2. Les cultures traditionnelles d'exportation

Café

La culture du café est pratiquée par 54% des ménages au Rwanda avec 86.3 % des ménages dans l'ex-province de Butare, 78.6% dans l'ex-province de Cyangugu ; 71.5% dans l'ex-province de Kibungo et 70.5% dans l'ex-province de Kigali Ngali.

Après avoir connu les chutes des prix sur le marché mondial et le désintéressement de la population de cultiver le café, le Rwanda a fait le choix de passer de la quantité à la qualité. La culture du café se développe autour de deux axes stratégiques différents : Le café de spécialité et les autres types de café (standard et ordinaire) :

La production du café était de 25,000 MT en septembre 2004, le café fully washed 700 tonnes alors que la production du café en 1980 était de 43,000 tonnes. Aujourd'hui on remarque une volonté de reprise du secteur du café, le secteur privé prend de plus en plus d'initiatives surtout pour ce qui est du café de qualité. Un des indicateurs est le nombre de stations de lavages installés qui est de 65 unités comparativement à 2 unités qui étaient opérationnelles en 2002. D'ici 2010, le nombre de stations de lavage devrait passer à 100 unités.

En termes de revenu de la population, le café apporte au pays un montant de US \$ 15 à 20 millions. Avant 1994, la culture du café était pratiquée par 54% des ménages mais suite à la baisse des cours mondiaux, à la suppression des subventions, on estime que la moitié des producteurs n'entretient pas des caféiers.

Cette culture va continuer à avoir son impact sur les revenus de la population, en effet depuis 2002, les prix du café standards et ordinaires ne cessent d'augmenter, ils sont passés de US \$ 0.99 en 2002 à US \$ 1.31 par kg en 2004 tandis que le prix du kilo de café de spécialité est passé de US \$ 2.25 à US \$ 2.50. La quantité exportée de café de spécialité est passée de 17 tonnes en 2000 à 700 tonnes en 2004 ce qui signifie 41 fois plus en 4 ans.

Cette opportunité est à saisir et toute stratégie devra viser ce qui suit : le développement du café de spécialité, la construction des stations de lavage, une bonne gestion par les associations, un personnel d'encadrement compétent, une bonne recherche de marché, un bon contact avec les bailleurs, le maintien d'une qualité supérieure du produit et le renforcement du partenariat.

Le café de spécialité était inexistant au Rwanda avant 2002, en effet le premier container de 30 tonnes a été envoyé sur le marché américain à partir de la station de lavage de Maraba.

S'agissant de son impact, la production de café de spécialité est passée de 30 tonnes en 2002 à 72 tonnes en 2003 et de 160 tonnes en 2004. Les recettes d'exportation sont passées de US \$ 75,000 en 2002, US \$ 194,400 en 2003 et US \$ 400,000 tonnes en 2004.

En termes d'impact sur la population, les producteurs de café de spécialité qui étaient au nombre de 500 en 2002, sont actuellement à 1,500 membres. Les coopératives de producteurs de café naissent ici et là et les entrepreneurs privés dynamisent le secteur grâce à leur modèle de gestion qui offre plus de garantie de prix aux producteurs, surtout grâce aux contrats qui sont signés par les deux parties.

Le modèle de gestion est celle d'une structure qui est composée d'un individu promoteur ou d'un projet, des associations de producteurs qui vendent directement à l'acheteur ou qui passent par un privé comme intermédiaire.

Les forces de ce modèle sont : La capacité de mettre une valeur ajoutée aux produits agricoles, la capacité de mobiliser les fonds, la capacité de vendre à l'extérieur et de générer des revenus au niveau communautaire et un bon partenariat institutionnel avec les différents acteurs.

Le thé

Le thé constitue la principale source de devises au Rwanda avec des recettes d'exportations de US \$ 23 millions de dollars en 2002 soit 34% du total des recettes d'exportations. Le secteur du thé comprend des unités qui sont du domaine public et privé. La superficie des plantations est de 12,000 hectares et le secteur emploie 16,000 personnes. En 2002, le thé était la source principale des recettes d'exportation, soit 39% ou US \$ 27 millions. Le prix sur le marché mondial fluctue énormément. Il est passé de 0.70 cents le kg en 1995 à US \$ 1.40 le kg en 2001, la production varie entre 13,000 tonnes et 17,000 tonnes et dans les conditions normales et les recettes se situent entre US \$ 20 millions et US \$ 27 millions.

Le marché est surtout le Pakistan qui prend 65% de tout le volume, 20% vont vers le Soudan, l'Ethiopie, la Somalie, l'Egypte, 10% vers le Moyen Orient et 5% vers la Grande Bretagne.

Dans le cadre de la privatisation, 5 usines sont privatisées jusqu'en 2007 mais cette opération pourrait rencontrer quelques défis à suivre de près : Il s'agit de l'intéressement des investisseurs, un bon plan de privatisation, le maximum de valeur sans compromettre les autres buts de l'opération : sauvegarder l'intérêt des petits producteurs qui donnent 10% du thé villageois, 35%

dans le Coopthé Mulindi, 20% dans le COOPTHE Shagasha, et 15% dans le COOPTHE Mwaga Gisakura.

Une opportunité importante est le rendement du thé l'hectare. Alors que SORWATHE atteint un rendement de 15,115 kg de thé vert par ha, il est de 4,483 kg de thé vert soit un peu plus que le tiers à Mata, la moyenne est de 7,051 kg /ha et en terme de thé noir, alors que la moyenne est de 1,788 kg/ ha, il est de 3,630 kg/ha à Sorwathe.

Le secteur du thé a deux opportunités importantes à savoir la main d'œuvre qui est peu chère et la possibilité d'augmenter le rendement du thé vert. Cependant il y a deux contraintes majeures à savoir le coût de l'énergie et le coût du transport vers le port de Mombasa et la cueillette qui n'est pas bien faite. Toutefois, avec l'augmentation du rendement et l'amélioration de la cueillette, le secteur du thé pourra connaître un bon essor.

Quand on analyse le secteur du thé au Rwanda, on remarque un niveau de compétitivité sur le plan mondial, ceci est dû à deux facteurs importants à savoir un prix assez bas des feuilles vertes payé aux théiculteurs et à la main d'œuvre qui fait la cueillette.

En terme de perspectives : Il s'agira d'augmenter le rendement, de poursuivre la politique de privatisation des usines à thé, d'augmenter la consommation intérieure en rentrant dans les accords de libre échange, pénétrer le marché régional avec la recherche de la qualité, de profiter de l'AGOA, de cibler les pays, les clients et offrir d'autres gammes de produits.

Quant à la production, grâce à la construction de deux usines à thé à Mushubi et à Nshili- Kivu, le Rwanda devrait être capable de produire 27,000 tonnes et avoir des recettes d'exportations de US \$ 50.4 millions. (Estimations de OnFrontierTea Cash Flow Models, 2003)

Le Pyrèthre

Le pyrèthre offre pour le moment une grande opportunité sur tous les plans mais surtout pour le développement économique des régions du nord. En effet depuis 1999 quand l'usine de traitement du pyrèthre a été privatisée, les conditions de vie des producteurs de pyrèthre n'ont cessé de s'améliorer. En effet quand le volume de production était de 2,500 tonnes de fleurs fraîches par an en 1999, la population recevait des revenus de 125 millions de frws qui allaient dans les 4 anciens districts de Kinigi, Mutura, Nkuli et Mukingo. Pour le moment, la production est de 4,000 tonnes de fleurs fraîches et les revenus au niveau des ménages sont passés à 200

millions de frws par an. Avec l'utilisation du plastique pour le séchage des fleurs et la suppression de l'usage du bois dans les séchoirs, le coût de production du traitement du pyrèthre a baissé et le prix est passé de 250 frws par kg de fleurs sèches à 400 frws de fleurs sèches. Ainsi les revenus sont passés de 200 millions de frws à 320 millions de frws qui vont dans 25 000 planteurs de pyrèthre soit 16 000 frws par ménage uniquement à partir du pyrèthre. La quantité d'extrait brut est estimée à 32 tonnes qui sont vendues valeur FOB aéroport et qui donne 2.7 millions de dollars américains par an.

D'après une évaluation rapide qui a été faite en vue de l'augmentation des superficies en pyrèthre, l'ex-province de Byumba représente des potentialités dans 4 districts qui se trouvent dans les hautes altitudes. Le volume pourrait y atteindre 3 000 tonnes par an.

La raffinerie est opérationnelle et ceci va ajouter une valeur à la fleur fraîche de pyrèthre, il y a une forte demande de la pyrèthrine dans la région et au niveau local.

4.3. Les cultures de rente orientées vers le marché local.

Le riz

Le riz est d'une importance capitale dans la vie économique de la population, il fournit des revenus et contribue à l'amélioration alimentaire de la population. La production locale permet de stabiliser le prix par une offre minimum garantie et allège la dépendance vis-à-vis du riz importé. Le riz permet également d'épargner les devises par la substitution aux importations.

Système de production

La production se fait par périmètre qui est divisé en blocs qui sont distribués parmi les producteurs de riz. Les producteurs à la base sont réunis en groupements lesquels forment des coopératives ou inter-groupements en associations pour mieux accéder aux intrants, aux techniques culturales aux semences et à l'encadrement.

Depuis 2001, il y a eu un effort particulier dans la filière riz pour augmenter la production, en effet celle-ci est passée de 16,661 tonnes en 2001 à 27,866 tonnes en 2003, 46 942,7 Tonnes en 2004 et 55 880,9 tonnes en 2005 soit une croissance de plus de 20% annuellement. Cet accroissement sera maintenu surtout que les marais qui sont en cours seront pour la plupart consacrés à la culture du riz.. Ceci signifie également une épargne des devises.

Le rendement du riz varie d'un périmètre à l'autre. Il est de 6.5 tonnes à l'hectare au Bugarama et de 3 tonnes à l'hectare à Mukunguri dans les périmètres aménagés tandis que dans les périmètres spontanés, le rendement est de 2 tonnes à l'hectare. Ainsi on peut dire qu'il y a un effort à faire pour augmenter le rendement. En effet ceci s'explique en grande partie par l'absence de la recherche dans ce secteur du riz, le manque du personnel d'encadrement et des moyens financiers pour investir dans ce secteur.

Le gouvernement dans sa politique du développement de la filière riz a investi dans les infrastructures de base qu'il a mises à la disposition des producteurs de riz, mais il persiste un problème de maintenance qui est assez coûteuse et techniquement difficile à réaliser. La technologie de production qui consiste à l'immersion a des limites surtout à cause de la maîtrise et la gestion des eaux par les producteurs de riz.. Il existe des disputes quand l'eau n'est pas suffisante ou des fois quand il y a trop d'eau et qu'il s'agit de nettoyer les canaux pour une meilleure distribution de l'eau dans les différents blocs.

Parmi les actions prioritaires du gouvernement, il faudrait initier un système de production rizicole qui permet aux producteurs d'arriver à une autonomie financière à partir d'un prélèvement sur la commercialisation des produits. Ce prélèvement représente l'effort consenti par les producteurs organisés pour participer à la gestion de la filière.

Une autre action serait l'appui d'organisation des groupements et des inter-groupements pour l'efficacité de la production, du traitement et de la commercialisation du riz. Ces groupements devraient être capables de défendre leurs intérêts, d'avoir une représentation, les arbitrages, interface entre le secteur privé et le secteur public.

Cette filière a besoin d'une banque des données et des informations techniques, économiques, commerciales financières et légales. Les techniques de diffusion feront appel aux technologies courantes (dépliants, radios, télévision) mais aussi aux techniques informatiques avec la constitution d'un système d'information accessible par Internet.

4.4. La transformation et la commercialisation :

Au niveau de chaque périmètre rizicole on y trouve des batteuses, des vanneuses trieuses, les aires de séchage, les hangars de stockage mais quand le périmètre a une petite superficie, les producteurs ou même des privés possèdent des unités de décorticage.

La commercialisation se fait à travers la coopérative dont les producteurs sont des membres à un prix fixe selon les coûts de production et en même temps se remboursent les intrants donnés à crédit. Dans le cas où il n'y a pas d'usine de transformation, chaque producteur vend sa production après son décorticage et le prix est fixé par le marché suivant le loi de l'offre et la demande.

Le blé

Le blé est une céréale qui pousse au Rwanda surtout dans des zones de haute altitude. On le trouve dans l'ex-province de Ruhengeri, de Byumba et de Gikongoro. Le Rwanda a trois unités de transformations d'une capacité variant entre 13 et 20 tonnes par jour. Le Rwanda importe 20 000 tonnes par an de blé à partir de l'Europe, 6% des ménages cultivent le blé, la production atteint à peine 8,000 tonnes par an. La demande existe et cette filière mérite d'être promue

La tomate

La tomate est une culture qui offre beaucoup d'opportunités pour les zones environnantes de Kigali, l'usine de transformation de la tomate est opérationnelle et la population maîtrise cette culture. Cette culture constitue une source de revenus pour la population et le marché est assuré. Il faudra orienter la transformation de la tomate vers la production des concentrés, la fabrication des jus et même la production de poudre de tomates.

4.5. Les cultures avec un marché extérieur existant mais qui doit être développé

Si on considère les conditions d'offre des produits et les prix sur le marché mondial on voit que la banane à fruit, le pigment, la prune du Japon, le maracuja, la groseille du Cap, l'ananas, les fruits séchés, le géranium, figurent parmi les cultures qui offrent plus de potentialités.

La banane

Le Rwanda produit annuellement 50,000 tonnes de banane à fruit et son rendement est de 1 tonne par hectare. Cependant il existe des variétés qui peuvent donner 20 tonnes par hectare.

En 2003 seulement, 43 tonnes ont été exportées vers l'Europe soit 1% de la production totale de la banane à fruit. La question que l'on peut se poser est de savoir pourquoi un si faible volume de bananes à fruit a été exporté.

Des contraintes majeures qui sont en général identiques pour tous les produits périssables d'exportation sont : le coût et le moyen de transport, le conditionnement et la manutention, la recherche technologique qui ne suit pas, le manque de moyens financiers aux entrepreneurs notamment des crédits à long terme et le manque de main d'œuvre qualifiée.

En terme d'occupation du sol, la banane occupe 28% des terres cultivées soit 336 000 ha. Sa production moyenne annuelle est de deux millions de tonnes.

La banane a son terroir surtout au nord du pays sur les rives du lac Kivu, c'est-à-dire vers les ex-provinces de Gisenyi, de Kibuye jusqu'à Cyangugu, c'est là qu'on trouve les meilleurs rendements. Du côté de l'est du pays, on trouve la banane dans l'ex-province de Kibungo qui constitue la source principale de revenus.

Cette culture a beaucoup d'avantages, les pratiques culturales sont bien maîtrisées par la population, il s'agit d'une vieille culture, elle protège bien le sol contre l'érosion, permet au sol de garder une certaine humidité pendant la saison sèche, peut être consommée sous plusieurs formes. Si l'Etat se fixe comme objectif que pendant les trois ans du programme 2006-2008 on consacre 1% de la superficie totale occupée par la banane à la banane à fruit, ceci produirait 64,000 tonnes de banane à fruit ce qui donnerait au pays les revenus bruts d'une valeur de US \$ 332 millions. La banane à fruit constitue ainsi une priorité parmi les cultures de rente d'exportation à explorer et peut avoir sa place dans la gamme des produits d'exportation.

L'organe de promotion des filières devrait considérer une période de promotion pendant laquelle il y aurait des incitations pour le secteur privé, considérerait des facilités de crédit à l'exportation, les compensations à l'exportation.. Ceci signifierait par exemple la bonification des taux d'intérêt, les périodes de remboursement suffisamment étendues, la diminution des risques de l'emprunteur auprès de la banque qui financerait l'opération.

Sur le marché extérieur, les deux grands exportateurs de la banane à fruit sont l'Equateur et la Colombie et les pays importateurs de la banane à fruit sont la Belgique, la France, les Pays Bas, la Suède et la Suisse, les cours varient entre US \$ 5 et US \$ 6.5 par kg.

Le piment

La variété (birds eye) vient d'être introduit dans la province du sud du pays, dans l'ex-province de Butare et à peu près 6.5 tonnes seront exportés vers l'Angleterre et au prix CIF de US \$ 3.5 par kg.

D'autres pays sont intéressés par le piment rwandais il s'agit des Pays Bas et l'Israël.

Actuellement les superficies occupées par le piment sont de 44 ha autour de la zone de Butare mais avec la possibilité d'extension jusqu'à 100 hectares dans la zone de Butare. Plusieurs associations sont intéressées par la culture et la demande ne cesse d'augmenter. Le projet PEARL qui opérait dans le sud du pays a terminé avec succès les essais d'adaptation de la variété « bird's eye » et la première production pour l'exportation. Le rendement actuellement dans les champs des associations encadrées est de 140 kg/ha par semaine et cette production se fait pendant 18 mois soit 72 semaines. La production totale est de 209 tonnes pendant 18 mois, les revenus bruts (CIF) sont de US \$ 713 ,000. Avec l'extension de la superficie qui devrait arriver à 100 hectares, les revenus bruts (CIF) seront de US \$ 1 666 500 pendant 18 mois. Il est à noter que le prix payé au producteur est de 1000 frws par kg. Le coût de production a été évalué autour de 1000 frws tandis que le prix FOB est US \$ 3. Le prix (CIF) du piment en provenance de Madagascar sur le marché international est de US \$ 6.5.

Les quantités qui sont commandées sont de 6 containers par ans pour le moment mais avec une possibilité de revoir la commande à la hausse. Ainsi le piment est une opportunité pour le Rwanda pour les années 2006-2008

Le maracuja

Le maracuja est une culture bien connue au Rwanda et prend de plus en plus de l'importance dans les provinces de l'ex- Kigali-Ngali et de Cyangugu et dans les hautes montagnes de l'ex-Byumba et aussi le long du lac Kivu. Le maracuja est consommé comme fruit ou transformé en jus. Actuellement la culture du maracuja constitue la première source de revenu pour les habitants des anciens districts de TARE, MBOGO, MUGAMBAZI, SHYORONGI.

La fructification se fait dès la première année de plantation. La longévité économique est de trois ans et les rendements se situent entre 7 et 16 tonnes à l'ha dans de bonnes conditions. Certains vergers donnent plus de 20 tonnes à l'hectare. Les superficies moyennes sont de 1 a 2 ares par producteur.

Dans l'ex-province de Kigali-Ngali, on trouve 136 ha dans les ex-district de Mbogo, 226 ha dans l'ex-district de Buliza, 69 ha dans le district de Gasabo, 432 ha dans les districts de Nyarutovu et Bukonya de l'ex-province de Ruhengeri. L'ex-province de Byumba, soit les anciens districts de Kisaro, la ville de Byumba, Giti et Rutare comptent une production de 98 ha. La superficie totale de toute la zone est de 961.2 ha. Le rendement est de 15 Tonnes par ha. La quantité de fruits récoltée est de 120 tonnes par semaine. Une étude menée a montré que la demande du maracuja sur le marché est passée de 10 tonnes par semaine à 123 tonnes de fruits disponibles par semaine qui sont exportés vers l'Uganda et ce marché n'exige pas une bonne qualité. Les fruits qui sont gros et qui ont une couleur pourpre sont acheminés soit vers le marché de Kigali ou vers l'unité artisanale de SINA Gérard Nyirangarama.

A propos du prix on trouve qu'un fruit coûte autour de 3 frws soit environ 75 FRWS/ kg et durant la période de soudure c'est à dire les mois d'août-septembre, le prix oscille autour de 8 frws par fruit soit 200 à 300 frws/kg. Le coût de production est de 1.37 frws /fruit. Le prix sur le marché mondial au mois d'août 2006 variait entre US \$ 4.0 et US \$ 6.0 CIF Les zones de Butare approvisionnent l'unité de SHEMA FRUITS qui en plus du maracuja traite d'autres fruits, les fruits de passion. La même étude faite donne des perspectives de production de 551 tonnes en 2004 et de 606 tonnes en 2005 soit une moyenne de production par semaine de 11 tonnes soit 6.4 tonnes exportables.

La culture de maracuja a été implantée à Cyangugu entre 1950 et 1960 et aujourd'hui la production atteint 635 tonnes par an soit 12 tonnes disponibles par semaine.

Pour ce qui est du prix, il est de 60-80 frws durant les mois de février à mai et de 100-150 frws / kilo de fruits.

Dans la zone de Cyangugu, la quantité produite est de 10706 tonnes par an soit 205 tonnes de fruits marchands par semaine. La quantité exportable est de 123 tonnes par semaine soit 60%. Les montants ci-dessus semblent insignifiants mais il faut le voir dans la perspective d'un programme d'augmentation de la production surtout si on veut viser le marché en dehors de la région. Plus de 80% de la production de la zone de Ruhengeri et de Byumba sont exportés vers l'Uganda. Cependant, on constate une prolifération des maladies. Leur éradication est d'une extrême urgence pour que cette culture ne disparaisse et que la population ne soit privée de sa principale source de revenus.

Le manioc

Le manioc est une culture de sécurité alimentaire mais avec un développement important de la technologie surtout dans le cadre de sa transformation, le manioc est une culture avec beaucoup de potentialités de transformation. Plus de 60 % en moyenne des ménages c'est-à-dire au moins 720 000 ménages font la culture du manioc avec une plus grande concentration dans les ex-provinces de Butare, Gitarama, Cyangugu et Kigali-Ngali. La moyenne de production annuelle est de 300,000 tonnes. Le manioc est consommé sous forme de tubercules ou de farine de manioc surtout en milieu urbain et rural. Il constitue la diète principale pour la classe moyenne, la demande est stable, cependant l'offre varie considérablement puisque le kilo de farine de manioc peut passer de 90 frws à 220 frws comme ce fut le cas pour le mois d'août 2004.

4.6. Objectifs stratégies spécifiques

Le café

Promouvoir le café de spécialité en offrant des facilités au secteur privé dans l'acquisition des stations de lavage et le développement des technologies pour le traitement du café

Le thé

Créer un environnement favorable lors de la privatisation des usines à thé pour que les droits des petits producteurs soient sauvegardés afin qu'ils ne perdent pas l'intérêt dans la production du thé.

Le Pyrèthre

Créer un environnement favorable par le renforcement des liens entre les producteurs, le processeur et l'acheteur de la pyrèthrine afin que les producteurs y trouvent leur compte.

Faciliter l'expansion de la culture du pyrèthre dans les zones favorables à travers la mobilisation des autorités et de la population locale.

Banane à fruit, piment, maracuja et la farine de manioc

Créer un environnement favorable pour le secteur privé pour qu'il s'investisse dans ces cultures dans le but d'avoir un produit de qualité à haute valeur ajoutée

Riz :

Promouvoir le riz de montagne et faciliter l'accès aux intrants par les producteurs pour l'augmentation du rendement du riz pour atteindre 6 tonnes à l'hectare.

A l'issue de la mise en oeuvre de ces nouvelles politiques agricoles visant le développement du milieu rural, il était attendu une augmentation de la production agricole de la manière suivante :

Tableau n°3 : PRODUCTION SELON LA PLANIFICATION DE 2006 - 2008

CULTURES	2006	2007	2008
Café de spécialités	1 000 T	1 500 T	2 000 T
Café ordinaire	25 000 T	30 000 T	35 000 T
Nombre de stations de lavage	38	48	38
Thé rendement (feuilles vertes)	8 000 Kg/ha	10 000 Kg/ha	12 000 kg/ha
Pyrèthre (superficie)	4 500 ha	5 500 ha	7 000 ha
Banane à fruit export	10 000 T	15 000 T	30 000 T
Blé	10 000 T	15 000 T	20 000 T
Riz	30 000 T	35 000 T	40 000 T
Piment	8 Containers/an	10 Containers/an	12 Containers/an
Farine de manioc	8 Containers/an	10 Containers/an	12 Containers/an
Maracuja fruit export	11 400 T	11 700 T	12 000 T
Maracuja commerce local	7 600 T	7 800 T	8 000 T

Source : Document de Plan Stratégique de Transformation de l'Agriculture - MINAGRI

De telles mesures et politiques devraient principalement favoriser une croissance économique soutenue non seulement en milieu rural , mais aussi servir de catalyseur de développement durable ailleurs dans des milieux urbains par une contribution significative à la réduction de la pauvreté et à l'accroissement des revenus des producteurs .

Outre les résultats attendus de réduction de la pauvreté, ce nouveau cadre de développement du milieu rural prévoit :

- Responsabiliser les communautés paysannes en tant qu'acteurs du développement de l'agriculture, soucieux d'accroître les productions agricoles, animales, et halieutiques grâce à l'amélioration de la productivité.
- Renforcer la liaison production/marché ;
- Assurer une gestion durable des ressources naturelles ;
- Améliorer la situation économique et le statut social des femmes et des jeunes en milieu rural.

V. LIEN ENTRE LA POLITIQUE AGRICOLE AVEC LA POLITIQUE ECONOMIQUE GLOBALE

La politique agricole telle que présentée a des liens avec la politique économique globale de même qu'avec les autres politiques sectorielles qui concernent le développement du monde rural.

5.1. La Vision 2020

A travers sa vision 2020, le Gouvernement rwandais s'appuie sur les objectifs essentiels suivants:

- i) une bonne gouvernance politique et économique,
- ii) la transformation économique du monde rural,
- iii) le développement des secteurs des services et de l'industrie manufacturière,
- iv) le développement des ressources humaines, v) le développement et la promotion du secteur privé,
- vi) l'intégration économique au niveau régional et international,
- vii) la réduction de la pauvreté qui n'est pas un objectif séparé mais plutôt le résultat de la réalisation des autres objectifs. En particulier la vision 2020 considère qu'à l'horizon 2020, le secteur agricole modernisé n'occuperait que 50% de la population du pays.

5.2. La stratégie nationale d'investissement

La Stratégie Nationale d'Investissement (SNI) à l'horizon 2010 prévoit deux phases : la phase de croissance primaire de 2002 à 2006 où le secteur agricole a accusé une croissance de 6,5% en termes d'investissement et la phase de consolidation de 2007 à 2010 où le secteur agricole accusera une baisse de financement jusqu'à atteindre 2.5% des Investissements publics.

5.3. La Stratégie de Réduction de la Pauvreté

La stratégie nationale de réduction de la pauvreté (DSRP) s'inscrit dans le cadre de la vision de développement à long terme du Rwanda. Ce document appuie les objectifs de la Vision 2020 et s'attache à d'autres défis dont la mise en œuvre s'inscrit dans la résolution de défis de nature

immédiate. Ces défis se situent au niveau des six domaines d'actions prioritaires suivants : i) le développement rural et la transformation de l'agriculture, ii) le développement humain qui couvre les actions d'amélioration des conditions de vie des pauvres, iii) l'infrastructure économique, iv) la gouvernance, v) le développement du secteur privé, vi) le renforcement institutionnel.

Ce document fournit pour le Rwanda un cadre de référence pour l'ensemble des acteurs engagés dans la stratégie et programmes de développement et constitue un cadre de mise en cohérence et de coordination des interventions.

5.4. Le discours programme du gouvernement

Le discours programme du gouvernement en matière d'agriculture et d'élevage se fixe comme objectifs sur 7 ans: l'utilisation rationnelle des sols et la lutte antiérosive, la promotion de la culture du café et l'amélioration de sa qualité, la privatisation des usines à thé et des plantations de thé, la promotion de la culture du pyrèthre, la promotion d'une agriculture moderne et innovatrice, la lutte contre les enzooties, épizooties et phytopathologies, la mise en place des mécanismes facilitant l'accès au crédit agricole, l'augmentation de la valeur ajoutée pour les productions végétales et animales, l'augmentation des infrastructures de stockage et des unités de transformation des produits agricoles, la gestion conservatoire des eaux, la politique nationale en matière d'environnement la politique nationale en matière de l'habitat devant conduire au dégagement des terres cultivables pour leur meilleure utilisation la politique nationale de décentralisation où les instances de base sont appelées à être partie prenante et à jouer un rôle primordial dans la mise en œuvre des politiques.

En termes de cohérences au niveau international et régional la politique agricole en tient compte.

5.5. Des objectifs de développement du millénaire.

Les objectifs de développement du millénaire: ODM, plus précisément ODM1 indiquent que la réduction de la faim et de la pauvreté sont les mots d'ordre.

Par NEPAD, dont l'un des objectifs est de restaurer la croissance agricole, le développement rural et la sécurité alimentaire. Il vise essentiellement à mettre en œuvre les principales recommandations sur la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'utilisation durable des ressources naturelles adoptées dans les conférences mondiales, comme celle de Johannesburg, du Sommet Mondial de l'Alimentation cinq ans après, et la déclaration de Maputo en Juillet 2003. Quatre piliers ont obtenu un consensus, il s'agit de la gestion des eaux et de sols, de l'amélioration de l'offre alimentaire, la diversification des activités génératrices de revenus, la mise en place des d'information et d'alerte rapide, la recherche agricole, la diffusion et l'adoption des technologies ainsi que l'allocation de 10% du budget annuel des pays membres du NEPAD à l'agriculture.

Dans le cadre du COMESA, il y a la politique de libre échange ainsi qu'au niveau des pays de la zone EAC et sur le plan international dans le cadre de l'AGOA. Il y a également la ligne des résolutions et engagements nationaux pris lors des conférences et sommets organisés par les organismes des Nations Unies depuis plusieurs décennies sur la sécurité alimentaire et le développement durable

VI. PRINCIPES DIRECTEURS ET STRATEGIES

La transformation de l'agriculture en une activité professionnelle, rentable, non saisonnière et génératrice de revenus; où les actions privilégiées seront celles qui toucheront directement le producteur et lui permettant d'améliorer les conditions de sa production et ses revenus-exigera :

- Une vision de la politique de développement du milieu rural basé sur les principes de base de la bonne gouvernance, de la réduction des disparités et le genre ou le producteur est au centre des préoccupations.
- La redéfinition des rôles des parties prenantes (Etat, producteurs, bailleurs de fonds, ONG, société civile)
- Le choix des filières économiquement viables, rationnelles et strictement basées sur des avantages comparatifs.

- L'approche opérationnelle devra être flexible et dynamique dans le temps et dans l'espace. Pour répondre aux normes exigées par le marché, il faut des politiques et procédures en matière de certification, de contrôle sanitaire, d'hygiène et de qualité des produits agricoles

La politique et les stratégies y relatives devront tenir compte des besoins réels des parties prenantes (stakeholders) par voie d'un processus participatif et itératif.

La responsabilisation des communautés à travers la décentralisation constitue le point de départ de la définition des plans d'action et des programmes une fois que les grandes lignes de la politique sont définies.

VII. ARRIERE PLAN ET RAISON D'ETRE DU DEVELOPPEMENT DES FILIERES.

Au Rwanda les produits agricoles sont peu valorisés du fait de la faiblesse de la capacité de transformation en place, à part certaines cultures traditionnelles d'exportation telles que le café, le thé, le pyrèthre, les peaux et cuirs, ainsi que quelques autres cultures orientées vers le marché intérieur à savoir le blé et le riz.

La volonté de création de bonnes conditions pour une croissance économique soutenue a toujours été la préoccupation des gouvernements qui se sont succédés au Rwanda durant la période post indépendance.

Mais au moment où la stabilité politique et bonne gouvernance constituent les piliers impératifs d'une croissance et développement économique, la période post coloniale du Rwanda a quant à elle été caractérisée par des troubles politiques et idéologiques de désorientation de toute une nation, qui a culminé en un génocide de 1994, qui a détruit vies humaines et autres richesses du pays.

Mais déjà auparavant vers les années 70 et 80, l'essentiel de développement agricole consistait à assurer l'aménagement du territoire par la mise en place des infrastructures de base et par la colonisation des terres disponibles, le modèle paysannat était utilisé sur de nouvelles terres. Plusieurs projets multilatéraux et bilatéraux ont été orientés vers l'amélioration de l'agriculture par l'amont et très peu par l'aval ; ce qui allait de pair avec la politique d'auto consommation

visant uniquement l'auto suffisance alimentaire. Le pays est resté pendant longtemps dans une agriculture de subsistance mais à cause d'une croissance rapide de la population, l'agriculture seule n'a pas pu tenir et le problème de la sécurité alimentaire n'a pas tardé à voir le jour.

Dans la période des années 1970, le développement agricole visait surtout la production agricole et les unités de transformation quasiment absentes étaient des parastatales, c'était la période de la production des produits de substitution aux importations et des produits d'exportation.

Vers les années de 1990, le développement du secteur agricole est passé au stade de développement pour des marchés des produits agricoles et le développement des services qui s'y rattachent. La privatisation de l'industrie agro alimentaire restait cependant complexe à cause des interrelations entre l'approvisionnement des intrants, l'accès aux services financiers et le marché limité des produits agricoles et d'élevage, le rôle prépondérant de l'état dans le contrôle de la qualité, la gestion du risque, l'information sur les prix, la production des statistiques, la vulgarisation, l'offre des services dans des régions à haut risque etc.

La politique sectorielle s'est alors orientée vers l'intensification agricole incluant l'utilisation des fertilisants minéraux, la valorisation de la matière organique, et du fumier, la lutte antiérosive, la stabulation, le recours à la protection des végétaux, le recours aux semences sélectionnées, l'appui à la recherche ainsi qu'une vulgarisation plus accrue. Tous ces efforts n'ont pas pu résoudre un problème de sécurité alimentaire, ni contribuer à une augmentation significative des revenus des agri-éleveurs.

Plutôt, en faisant supporter le poids de la croissance démographique par le seul secteur agricole, il y a eu un déséquilibre des autres secteurs et c'est ainsi qu'il y a eu une surexploitation des sols, une diminution de la taille des exploitations, un appauvrissement de la population rurale enfermée dans un système qui profitait très peu des avantages comparatifs régionaux et des opportunités du marché.

A la veille de la mise œuvre de cette politique de développement rural, le secteur agricole se trouvait dans une impasse à cause de la manière avec laquelle elle a été conduite dans le passé. L'approche autarcique avait été favorisée, c'est pourquoi pour avoir un décollage réel il faut des solutions nouvelles et des innovations.

Selon la politique nationale actuelle de développement du milieu rural, l'approche filière constitue un des axes privilégiés d'intervention en vue d'éliminer l'extrême pauvreté et assurer une croissance économique soutenue du pays dans son ensemble.

Le Gouvernement vise à s'appuyer sur le renforcement de la professionnalisation et la spécialisation de l'agriculture.

La recherche servant d'outils d'appui important à cette politique car couvrant toutes les facettes de toute filière.

Depuis la fin du génocide de 1994, et après le retour de la sécurité ; le gouvernement cherche à réduire le poids qui est sur le secteur agricole par le développement d'autres secteurs. Grâce à la privatisation des infrastructures rurales du secteur agricole, le gouvernement vise l'efficacité des investissements, le développement des services et le recours aux nouvelles technologies.

Ainsi donc pour accélérer le développement du secteur agricole et atteindre un revenu par habitant de US \$ 400 en 2010, le gouvernement du Rwanda s'est fixé comme axe prioritaire le développement des filières plus porteuses et de l'agro-industrie.

La transformation des produits agricoles constituera le moteur de développement économique et plus particulièrement celui du secteur agricole. Celle-ci permettra à la population rurale de trouver des emplois non agricoles et surtout de développer le secteur des services qui épaulera le secteur agricole.

VIII. OPPORTUNITES ET CONTRAINTES POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE.

8.1. OPPORTUNITES EXISTANTES

- Le Rwanda compte beaucoup d'opportunités de par sa biodiversité ;
- Ses conditions pluviométriques.
- Il existe au Rwanda une large gamme de légumes telles que la tomate, le chou, la carotte, le champignon, l'aubergine, le poireau, le céleri, la courge, le navet et la tétragone attractives aux marchés extérieurs. Un effort particulier devra ainsi être fait dans le futur pour explorer d'autres opportunités. Plusieurs expériences concluantes ont ouvert une autre vision de développement agricole au Rwanda après 1994, consistant à passer par la transformation des produits agricoles. A ce titre on peut citer les potentialités nouvelles de la transformation : du manioc en farine, gali, amidon, de la fabrication du pain et des biscuits à partir de la patate douce et de la fabrication des farines enrichies à partir du soya, du sorgho et du maïs, la transformation de l'ananas, du maracuja et de la tomate.

Cette vision de développement agricole offre beaucoup de chance d'amener le Rwanda vers un développement durable.

La recherche agricole, la vulgarisation, l'accès aux services financiers au niveau du monde rural, la recherche de la qualité, des marchés, la maîtrise de la production et de la transformation constituent des préalables incontournables.

L'approche filière visera le renforcement de la professionnalisation et la spécialisation de l'agriculture, la promotion des cultures d'exportation et leur régionalisation afin de réduire les coûts de production et optimiser les avantages comparatifs; le partenariat avec le secteur privé en lui facilitant d'être partie prenante dans le processus de transformation du secteur agricole.

8.2. CONTRAINTES

- Malgré de nombreuses opportunités existantes en matière de développement agricole , les exportations restent encore au niveau embryonnaire et ne concerne que le café, du thé, du maracuja ainsi que du piment.

- Aussi , la faiblesse des revenus des ménages ne permet pas de pratiquer l'intensification agricole qui demande l'utilisation des intrants et autres inputs

Faible application du concept de compétitivité au développement agricole Rwandais

La compétitivité est définie comme l'habilité d'un pays de passer le cap d'être présent sur le marché international tout en réalisant des revenus réels.

La compétitivité est un instrument qui assiste le secteur privé à répondre rapidement à un changement de politique et à un environnement institutionnel tout en réalisant des profits qui sont mesurés par le niveau d'investissement, le taux de croissance, la productivité, la profitabilité, le nombre d'emplois et le volume des exportations. La compétitivité permet d'évaluer la réforme des politiques et institutionnelles et stimule un dialogue productif et effectif entre le secteur privé et le secteur public.

La compétitivité n'est pas seulement l'utilisation efficace des ressources nationales, il ne s'agit pas de savoir si un produit est moins cher dans un pays X par rapport au prix de ce même produit dans un pays Y. La compétitivité est un processus dynamique. En abaissant les coûts de production d'un produit de la filière, il ya de fortes chances que le produit final soit moins cher. Il s'agit là de la diminution des coûts à chaque étape de la filière du producteur au consommateur, c'est la compétitivité-prix. Une autre composante de la compétitivité est la qualité, c'est-à-dire le respect des normes et standards internationaux, ici alors on amène la notion de compétitivité qualité qui est plutôt liée au savoir-faire collectif. Le produit est un bien physique, une qualité, un conditionnement, il est lié à une structure, une homogénéité des lots, une origine, un terroir, une image, un commerce équitable, tous ces éléments sont pris en considération. La différenciation des produits qui en découle modifie les conditions de compétitivité qui font que le prix n'est plus aussi prépondérant.

La recherche de la compétitivité nécessite des investissements humains, financiers et une contractualisation à long terme. Elle s'accompagne de la mise en place de structures professionnelles (agricole) et interprofessionnelles (producteurs, commerçants agro-industries et exportateurs, secteurs financiers. L'interprofession a comme rôle de partager la valeur du produit

. Adaptation de marché et d'agri busines au développement agricole :

. Faible niveau d'une agriculture de marché, vecteur important de la pauvreté .

Il y a une dizaine d'années, dans la plupart des pays du tiers monde, les programmes de développement agricoles visaient plus l'offre alimentaire alors que dans les pays développés, le goût et les préférences du consommateur définissaient le développement des filières. La demande qui constitue le marché est la nouvelle approche de développement du secteur agricole.

C'est ainsi que la qualité, le respect des standards et des normes des produits, constituent des éléments clés du développement du secteur agricole. Les pays en voie de développement dont le Rwanda ont adopté les mêmes approches surtout qu'ils ont opté pour la mise en place des programmes de réduction de la pauvreté et se sont fixés comme objectifs d'amélioration des revenus des ménages surtout ruraux et l'augmentation des emplois non agricoles.

La transformation des produits agricoles, l'augmentation de la valeur ajoutée, passera par la création des unités de transformation et la mise en place des systèmes agroalimentaires.

De tels systèmes définiront une autre composante du développement du secteur agricole qui est celle de l'agrobusiness.

Dans le développement de l'agrobusiness, les pauvres constituent aussi des parties prenantes. En effet du côté de la demande, l'efficacité des traitements post récoltes ainsi que la commercialisation des produits agricoles sont des éléments clés qui déterminent les prix des produits agricoles et d'élevage qui sont payés par les consommateurs urbains et ruraux et ceci a un impact sur la sécurité alimentaire des ménages.

En effet l'amélioration de l'efficacité du secteur de la transformation, de la distribution, améliore aussi la qualité et l'hygiène des aliments des pauvres. La qualité des produits, leur disponibilité, leurs éléments nutritifs, les produits frais, affectent la santé et le bien être des pauvres.

Du côté de l'offre, il existe des liens étroits, directs et indirects entre l'agrobusiness et la réduction de la pauvreté. En effet, la plupart des unités de transformation font recours à la main d'oeuvre des pauvres. Rien qu'en Afrique, 25% du revenu total vient du secteur de

l'agrobusiness. Les pauvres sont employés dans la maintenance des machines, la réparation des équipements, le commerce des produits et ces fonctions augmentent quand le pays va au delà de la catégorie des pays à revenu faible vers les pays à revenu moyen. Avec l'allocation des ressources vers des produits avec avantages comparatifs et l'augmentation des échanges entre les différentes régions de l'Afrique, les pauvres sont de plus en plus dans des postes de manutention, d'emballage, de transformation et de transport et de distribution des produits agricoles et d'élevage.

8.3. Conclusion

En conclusion, la transformation des produits agricoles et le développement de l'agrobusiness stimulent la création des emplois non agricoles. La recherche a trouvé que la création d'une activité d'agrobusiness stimule une croissance rapide des services et une demande accrue des produits manufacturés qui n'ont aucune relation avec l'agro-industrie et les pauvres bénéficient beaucoup de services qui s'y rattachent. Les opportunités d'emploi pour les pauvres sont plus nombreuses dans les zones où sont installées des unités de transformation que dans des régions qui dépendent uniquement de l'agriculture.

Plus souvent on y trouve une diversité d'activités économiques qui permettent d'amortir les chocs en cas de fluctuations des prix, en cas de famine ou de sécheresse. Les activités agro-industrielles offrent aux petits exploitants des inputs et des services moins chers. Les pauvres bénéficient et l'économie d'échelle des agro-industries s'améliore, ce qui les rend plus compétitifs dans la zone, tandis que l'agro-entreprise fait face aux coûts transactionnels plus élevés quand elle doit vendre ses produits aux petits exploitants. L'amélioration de l'efficacité de l'agro-entreprise peut aussi contribuer à la diminution des coûts d'opération, de transaction et permet de réaliser des bénéfices qui peuvent atteindre des groupes plus larges de fermiers.

La promotion de l'agro-industrie et les autres activités agro-alimentaires peuvent déclencher une force catalyseur de réduction de la pauvreté directement ou indirectement par la réduction des prix des aliments et l'incertitude de l'offre alimentaire, l'amélioration de la diète des populations rurales et urbaines, la génération de la croissance, l'augmentation et la diversification des revenus, la création des emplois et des opportunités d'entrepreneuriat tant en milieu rural qu'en

milieu urbain, l'amélioration de la productivité pour les petits exploitants ce qui leur amène de bonnes conditions de vie et qui les intègre mieux dans les circuits du commerce local, national et international.

Le développement de l'agrobusiness devra avoir une part importante dans l'économie du Rwanda pour les 10 années à venir, vu l'importance de l'agriculture dans le PIB, elle constitue actuellement 15 à 30% du PIB pour la plupart des pays africains.

La performance et la compétitivité de l'agro-business au Rwanda auront un impact positif sur la croissance économique en général, sur l'augmentation des revenus et la réduction de la pauvreté des populations rurales et urbaines en particulier.

La tendance actuelle de l'agrobusiness au Rwanda peut se résumer en la libéralisation du secteur qui passera par le contrôle du marché des produits agricoles et à la privatisation des unités de transformation, de stockage et autres services connexes ce qui améliorera la compétitivité des industries agro-alimentaires. Cependant il existe encore des points d'ombre, des règles non encore claires, l'augmentation des risques au niveau de la production qui vont sur le dos du petit producteur et une diminution croissante des investissements dans les biens communautaires des systèmes agroalimentaires.

Les changements structurels s'observent au niveau des ventes en détail des produits alimentaires, on voit l'émergence des supermarchés et des chaînes des supermarchés qui ont une certaine influence sur la structure de la consommation alimentaire et bien que le client soit toujours de la classe moyenne ou de la classe à revenu supérieur, la majorité de la population s'approvisionne encore sur les places du marché.

La distribution des produits alimentaire d'origine agricoles ou d'élevage fait face à une tension causée par une forte croissance démographique en ville, les pertes de l'inventaire restent élevées, plusieurs travaux de manutention coûtent cher, l'emballage qui ne garantit pas une bonne hygiène des produits, un drainage et des conditions sanitaires autour des marchés qui sont épouvantables. Les places des marchés urbains restent encore propriétaires des mairies urbaines. L'organisation et le développement des associations de producteurs sont encore à un niveau assez faible après la libéralisation des marchés et des unités agro industrielles.

IX. ORGANISATION DES FILIERES PRIORITAIRES POUR LES TROIS ANNEES A VENIR 2006-2008

9.1. Création d'une structure propre de promotion des filières agricoles.

L'organisation des filières doit s'accompagner des structures professionnelles et interprofessionnelles.

C'est en effet l'ensemble des acteurs de la filière dûment représentatifs qui peut orienter leur propre développement. Cela suppose leur implication directe dans la gestion des changements à opérer.

Le modèle comprend une structure institutionnelle de promotion des filières agricoles qui joue le rôle d'incubateur, de catalyseur et de coordination. Pour chaque filière, l'agence va créer plusieurs associations qui regroupent tous les producteurs agricoles de la même filière. Cette structure sera chargée de la structuration de la chaîne de production pour toutes les filières agricoles, elle sera chargée de développer la chaîne de commercialisation des filières en établissant des liaisons solides entre les petits producteurs et le marché local ou d'exportation. L'agence sera chargée de bâtir un partenariat efficace avec le monde des affaires et de promouvoir l'application des résultats de la recherche et de la technologie.

L'agence aura en son sein un centre d'affaires. L'agence devra également jouer un rôle de courtage entre les différents partenaires dans cette structure, elle facilitera les négociations, formalisera les contrats. Cette agence sera responsable de l'assistance technique dans le domaine de la gestion de la chaîne de production.

Les associations des producteurs seront encadrées par cette agence.

Le développement de l'esprit d'entrepreneuriat visera la valorisation de l'entreprise et de l'entrepreneur considéré comme créateur de richesse et de bien-être. Le développement de cet esprit nécessite une diffusion de la culture entrepreneuriale. Quatre piliers essentiels sur lesquels se base la culture entrepreneuriale sont les suivants : les autorités de base qui assurent le leadership de la culture entrepreneuriale, les médias qui soutiennent la cause et valorisent les entrepreneurs, l'implication de l'enseignement primaire, secondaire et universitaire pour la

promotion des attitudes et des valeurs, la transmission des connaissances et le développement des compétences selon ces divers niveaux, l'expérience des entrepreneurs.

Le Gouvernement rwandais se chargera donc de développer les petites et moyennes entreprises dans le secteur agricole. Une priorité essentielle sera d'encourager l'esprit d'entreprise et de développer chez les jeunes, les autres producteurs des compétences d'entrepreneuriat qui dans le futur favoriseront la création de l'emploi et des revenus des populations.

Le troisième acteur est le secteur privé qui a un rôle multiple, il est responsable du financement, de l'emballage, du transport, de toutes les opérations en rapport avec l'exportation et le marché intérieur. Les associations avec l'aide de l'agence seront responsables de la chaîne de production. La chaîne de production est une étape importante pour le succès de l'opération dans le cas de l'exportation d'une culture de rente. L'efficacité au niveau de la chaîne de production ne permet pas seulement de produire et de commercialiser le produit avec une valeur ajoutée mais également garantit un bon climat d'investissement, stimule l'innovation et augmente la compétitivité.

Pour y arriver, du côté de la production, la structure devra assurer les services suivants : la formation des producteurs sur les techniques de production, utilisation des intrants, la gestion de la qualité, les techniques de conservation des produits, l'amélioration des circuits de commercialisation des semences sélectionnées, la collecte des données sur la superficie cultivée, la plantation, le nombre de plants, les variétés, les zones de production etc.), les incitations pour la mise en place des organisations de producteurs, la production adaptée à la demande en termes de variétés, de qualité, de certification, de lois en vigueur sur le travail, et autres lois. Toutes ces informations vont montrer le niveau d'organisation des associations des producteurs et permettront un suivi facile par les importateurs du produit qui va arriver sur le marché surtout pour les produits bio et les quantités de pesticides appliquées.

Du côté du marché, l'agence veillera à mettre en place l'organisation des assembleurs et leur participation active dans l'opération de collecte, la formation sur les standards et les normes d'exportation, l'identification des transporteurs, des containers pour acheminer le produit, le chargement qui limite les pertes, le dialogue avec les autorités douanières, les arrangements financiers avec les banques locales, le renforcement du partenariat avec les sociétés d'exportation ou les grossistes qui vendent leurs produits sur le marché intérieur.

S'agissant des domaines transversaux, le contrôle de la qualité exige surtout pour les produits périssables, la maîtrise de toutes les méthodes standards imposées par les importateurs, pour garder le produit intact jusqu'à destination a titre d'exemple, l'emballage, le temps de récolte, l'information sur le marché et les conditions de transport.

L'opération d'exportation a une autre fonction spécifique qui est celle du **transport**. Cette composante peut être monomodale ou multimodale. Elle est monomodale quand le produit est transporté soit par avion soit par bateau soit par train soit par véhicule. On parle de multimodal quand le transport se fait sous plusieurs formes.

Le troisième domaine est celui **du financement** de l'opération qui est assuré par un exportateur privé qui entre en joint venture avec l'agence de la promotion des filières qui paie le prix convenu au producteur et qui supporte les risques jusqu'à la livraison du produit sur le marché international. Le financement peut être aussi négocié entre l'agence et la banque locale. L'homme d'affaires privé assure le financement pour l'achat du produit à partir des producteurs, le matériel d'emballage, toute la logistique de transport, le personnel des entrepôts et administratif de la documentation. .

L'agence de promotion des filières agit comme un courtier, établit des contrats avec la banque locale, loue la chambre froide qui garantit un bon conditionnement des produits avant leur exportation

9.2. Faiblesses liées au développement des filières pour le marché.

9.2.1. Au niveau de la production

.
Les structures d'encadrement et de vulgarisation sont inexistantes ce qui rend impossible d'attendre la quantité et la qualité nécessaires pour les produits d'exportation d'où le volume limité de production et de commercialisation.

Il y a absence d'infrastructures de base pour l'exportation des produits périssables à savoir la chaîne de froid, les serres de production, les camions frigo, les hangars de stockage ainsi que les unités de transformation.

9.2.2. Au niveau de la transformation

Pour l'exportation il y a peu de connaissance sur les normes et les standards, en effet pour les produits périssables, il est difficile de savoir où se trouve ce genre d'information. Pour l'ensemble des produits, les sous produits ne sont pas utilisés ce qui réduit la valeur totale du produit transformé. L'eau et l'électricité, le transport coûtent cher ce qui rend les produits rwandais moins compétitifs, c'est pourquoi il faut viser plus la compétitivité- qualité.

La politique de ne pas avoir des prix différentiels en fonction de la qualité n'incite pas les producteurs à soigner la qualité de leurs produits avant de les amener chez le processeur ou l'exportateur quand le produit est vendu à l'état brut. Le marché local n'est pas exigeant quant à la qualité des produits. Jusqu'à ce jour la recherche sur les cultures non traditionnelles est très limitée ce qui limite considérablement des initiatives dans le secteur de l'agrobusiness.

Le secteur agricole est un secteur à haut risque et de ce fait attire peu d'investissements locaux et étrangers. Quand les financements sont disponibles, ils sont à court terme. Parmi les contraintes à l'investissement étranger il y a la difficulté de transfert des devises, les taux d'imposition assez élevés, les services de base coûteux et de qualité moyenne, la lourdeur des services publics.

La plupart des produits périssables exigent beaucoup d'eau, c'est pourquoi on les trouve soit dans les bas fonds ou alors dans les régions à haute pluviométrie, malheureusement, le peu de connaissances nationales dans la maîtrise de l'eau fait que l'irrigation est peu utilisée alors que le bilan hydrologique de Rwanda est pourtant promoteur.

9.2.3. Au niveau des garanties

Le secteur de l'agrobusiness est assez nouveau d'où la difficulté de trouver des ressources humaines du secteur privé qui répondent a cette demande. Le pays ne s'est pas encore doté d'un fonds de garantie agricole.

9.2.4. Au niveau de l'information

Comme il y a absence d'information sur le marché, les mercuriales ne sont pas publiées, les informations relatives à la consommation, à la transformation et aux goûts des consommateurs font également défaut.

9.2.5. Au niveau de l'environnement économique

L'environnement des affaires se heurte à une multitude de contraintes dont les plus importantes sont les suivantes : les politiques de taxes, les droits de douanes et autres prélèvements, les financements et crédits, les prix assez bas des produits agricoles et l'absence des incitations, la politique foncière, le commerce international, l'ouverture à l'investissement étranger, le rôle des villes secondaires, les contraintes liées à la création des entreprises, les problèmes liés à la main d'œuvre qualifiée, le manque d'infrastructure et des services en milieu rural, l'absence de compétition et des services orientés vers le marché, absence de l'information sur le marché, le peu d'impact de la politique de privatisation sur le monde rural, l'absence des services de vulgarisation, le manque de normes et standards, la recherche agricole, la réglementation en matière de formation des coopératives et associations, la subvention dans certains domaines qui freine la compétitivité et empêche le secteur privé d'entrer dans le secteur.

9.2.6. Au niveau des exportations

Le Rwanda se trouve parmi les pays qui exportent le moins au monde, il est pratiquement fermé au monde extérieur en termes relatifs, les exportations représentent 17.3% du PIB et le déficit moyen de la balance commerciale est 20% du PIB comparé à 6% des pays pauvres les plus endettés. Les exportations représentent 31% des importations. La valeur des exportations par tête dans les pays du Sud du Sahara était de US \$ 145 en 2001, pour les pays pauvres les plus endettés, cette valeur était de US \$ 100, au Rwanda elle est estimée à US \$ 18.

9.3 Forces

9.3.1. Au niveau des politiques du gouvernement

Le Rwanda a beaucoup d'atouts pour viser les cultures qui offrent plus de revenus pour la population, il y également la volonté politique qui se traduit par la création par le gouvernement d'un environnement favorable pour la compétitivité par la mise en place d'un cadre réglementaire et institutionnel qui favorise le développement du secteur privé, la libéralisation des échanges, l'amélioration du système de taxation, la libéralisation des prix et du commerce, la privatisation des entreprises publiques, la libéralisation de la gestion de l'eau et de l'énergie, des télécommunications, du taux de change et la privation des unités théicoles.

Le secteur privé commence à s'intéresser à l'agrobusiness et l'agro-industrie et quelques incitations financières sont mises à la disposition par le gouvernement (soft loans).

Une plus grande conscience dans la recherche de la qualité par les producteurs de café du thé et des autres cultures non traditionnelles de rente se manifeste et une émergence des associations, des coopératives ou des individus se lance dans l'agri-business. Le marché européen et nord américain s'ouvrent petit à petit aux produits tropicaux et des relations d'affaires de plus en plus étroites sont entre les rwandais et le reste du monde dans le cadre de l'agri business.

9.3.2. Au niveau des bailleurs de fonds

Un autre facteur favorable est le soutien des bailleurs de fonds pour les filières comme le café, le thé, le pyrèthre, le piment, le maracuja, le riz, le blé, la transformation du manioc.

9.3.3. Autres facteurs

On trouve des incitations pour le thé, le café avec un premium, une main d'oeuvre agricole peu chère, un climat favorable à la polyculture, un réseau hydrographique très dense, une superficie élevée des marais et un grand potentiel dans le domaine des filières.

X. PROGRAMMES PRIORITAIRES : 2006-2008

10.1. Amélioration de la compétitivité et promotion de l'entreprise

L'amélioration de la compétitivité et la promotion de l'entrepreneuriat dont les actions prioritaires seront: la formation des groupements et inter-groupements pour que chaque filière, avec des structures qui jouissent d'une certaine démocratie à la base, la formation sur les techniques de production des produits de qualité, la gestion de l'entreprise et autres besoins exprimés. La structure des groupements des producteurs est importante car elle constitue le maillon le plus dispersé et le plus faible dans toutes les filières. Il faut donc en assurer leur cohésion en vue qu'ils puissent défendre leurs intérêts avec plus de succès. Il faudra mettre à leur disposition des informations techniques, économiques, financières légales pour que le produit puisse être compétitif une fois sur le marché.

XI. INVESTISSEMENT REALISE EN MILIEU RURAL PAR LE GOUVERNEMENT RWANDAIS DE 2006 A 2008.

11.1 ANNEE 2006 :

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN 2006

Selon le budget de l'Etat en 2006, la part du budget de développement agricole s'élevait à **8.657.526.796** Frw sur un total 111 373 995 560 ; soit 7.7%. Mais la proportion par rapport au budget de ordinaire est de 6.13% (Budget ordinaire étant de 404 738 200 000 Frw et budget de fonctionnement de tout le secteur agricole étant de 16 169 502 059 Frw)

La contribution de chaque projet aux différents programmes agricoles était comme suit :

- 1) Projet « PAPSTA » Projet d'Appui au Plan Stratégique de Transformation de l'Agriculture pour 263.710.000 Frw (Prêt du FIDA).
- 2) Projet PAIGELAC : Projet d'Appui à l'aménagement intégré et la gestion des lacs intérieurs pour 867.902.000 Frw (Prêt de la BAD).

Pour ce projet, la répartition des fonds entre différents programmes était comme suit :

- i) Assistance technique pour 93.275.863 Frw
 - ii) Autres dépenses pour différentes interventions : 92.990.532 Frw
 - iii) Achats de biens consommables : 147.204.178 Frw
 - iv) Coût de formation : 152.524.816 Frw
 - v) Salaires pour : 56.744.453 Frw
 - vi) Travaux publics et construction pour : 197.126.564 Frw
 - vii) Acquisition d'équipements et d'outils techniques spéciaux : 128.025.594 Frw
-
- 3) Projet de développement rural de Bugesera pour un montant global annuel de 1.433.792.800 Frw (Don de Luxembourg)
 - 4) Projet d'Aménagement des marais et protection des bassins versants pour : 669.000.000 Frw (Don de la BAD)
 - 5) Projet d'Appui au système national de vulgarisation pour : 263.910.000 Frw (Don du Gouvernement Belge)
 - 6) Projet d'Appui au développement de l'élevage bovin laitier (PADEBEL) pour un montant de 421.000.000 Frw (Prêt de la BAD)

Pour ce projet, la répartition des fonds était faite comme suit :

- i) Assistance technique : 15.151.200 Frw
- ii) Autres dépenses pour différentes interventions : 46.017.700 Frw
- iii) Achat de biens consommables : 118.085.900 Frw
- iv) Salaires pour : 47.397.500 Frw
- v) Formation pour : 15.536.400 Frw
- vi) Travaux publics et construction : 117.710.700 Frw
- vii) Achat équipement et outils techniques : 18.778.500 Frw
- viii) Micro-crédit pour : 42.322.100 Frw

7) RSSP : Projet d'Appui au Secteur Rural pour : 1.381.000.000 Frw (Prêt IDA)

Ce projet a utilisé ses fonds de la manière suivante :

- i) Assistance technique pour : 237.846.400 Frw
- ii) Salaires et avantages pour : 102.369.200 Frw
- iii) Autres dépenses pour diverses interventions pour : 183.233.600 Frw
- iv) Achat de consommables : 37.338.000 Frw
- v) Travaux publics et construction pour : 513.207.200 Frw
- vi) Acquisition et exploitation de périmètres agricole et acquisition d'équipements spécialisés et outils techniques pour 10.590.800 Frw
- vii) Micro-crédit : 296.414.800 Frw

8) Projet d'Appui aux filières semencières du Rwanda (Financement Belge, sans remboursement / dont) pour 638.400.000 Frw

9) Projet d'appui aux statistiques agricoles : 351.703.996 Frw (Financement pays bas et c'est un dont)

10) Projet de construction de la chambre froide à l'Aéroport (Don des pays bas) pour : 250.435.000 Frw

Ce montant est à partir entre :

- i) Assistance technique : 25.043.000 Frw
- ii) Travaux publics et constriction pour 225.393.000 Frw

11) Projet STABEX : Appui à la Réhabilitation du thé, café et autres produits d'exportation : 1.486.000.000 Frw (Financement EU et c'est un don)

Les fonds de ce projet sont répartis comme suit :

- i) Assistance technique pour : 260.644.400 Frw
- ii) Coûts de formation pour : 28.531.200 Frw
- iii) Achat de biens consommables : 1.634.600 Frw
- iv) Autres dépenses pour diverses interventions pour 141.913.000 Frw
- v) Travaux publics et constructions : 186.195.800 Frw
- vi) Acquisition d'équipement et outils techniques pour 372.391.600 Frw
- vii) Micro-crédits : 494.689.400 Frw

12) Projet de développement des cultures de rente et d'exportation pour : 630.672.000 Frw (Financement FIDA) et c'est un prêt)

Les fonds de ce projet ont été utilisés comme suit :

- i) Assistance technique : 95.455.541 Frw
- ii) Autres dépenses pour diverses interventions : 53.025.415 Frw
- iii) Achat de biens consommables : 2.410.654 Frw

- iv) Coûts de formation : 29.326.248 Frw
- v) Salaires et avantages : 46.43.359 Frw
- vi) Travaux publics et constructions : 262.822.553 Frw
- vii) Acquisition d'équipements et outils techniques : 74.279.062 Frw
- viii) Micro-crédits : 66.949.166 Frw

11.2. ANNEE 2007 :

La part du budget de developpement agricole est de : 13 366 999 602 Frw sur un total de 184 063 327 121 Frw , soit 7,26% . Mais la proportion par rapport au budget ordinaire est de : 6,49% . (Budget total ordinaire étant de 506 745 125 180 Frw et celui de fonctionnement pour tout le secteur agricole étant de : 19 542 431 749 Frw)

Projets	Projet PAIGELAC	1 199 000 000
	<i>Coûts de gestion du projet</i>	
	Assistance technique	133 275 863
	Salaires et avantages	156 744 453
	Coûts de formation	152 600 892
	Autres dépenses sur diverses interventions	160 249 532
	Achats de biens consommables	161 043 178
	Mobiliers	
	Travaux publics et constructions	147 136 564
	<i>Acquisition et exploitation des parcelles</i>	
	Acquisitions d'équipement et outils techniques spécialisés	288 025 594
	SYSTEME INTEGRE DE PRODUCTION AGRO-SYLVO PASTORAL INTENSIVE	
	PADEBL: Appui au développement de l'élevage bovin laitier	1 337 000 000
	<i>Projects running cost</i>	
	Assistance Technique	15 151 200
	Salaires et avantages	68 496 100
	Achat de biens consommables	345 457 300
	Autres dépenses pour diverses interventions	624 671 400
	Training costs	15 536 400
	Travaux Publics et constructions	217 009 700
	<i>Micro-credits</i>	
	Micro-credits	50 677 900
	DEVELOPMENT DE MARAIS	
	RSSP: Rural sector support project (Phase I)	1 673 000 000
	<i>Coûts de gestion du projet</i>	
	assistance Technique	237 846 400
	Salaires et avantages	92 113 200
	Autres depenses pour diverses interventions	278 233 600
	Achat de biens consommables	32 004 000
	Travaux publics et constructions	630 480 000
	Acquisition et exploitation des parcelles	105 908 000
	Micro-credits	296 414 800

DEVELOPMENT D'IRRIGATION	
PROJET D'APPUI AU DEVELOPMENT AGRICOLE DE BUGESERA	230 000 000
<i>Coûts de gestion du projet</i>	
Assistance Technique	20 000 000
Achat de biens consommables	76 000 000
Salaires et avantages	240 000 000
Travaux Publics et constructions	79 000 000
Achats d'équipement et outils techniques spécialisés	31 000 000
APPROVISIONNEMENT ET UTILISATION DES FERTILISANTS MECHANISATION	
APPUI AUX FILIERES SEMENCIERES DU RWANDA	683 000 000
<i>Coûts de gestion du projet</i>	
Assistance technique	140 000 000
Salaires et avantages	53 000 000
Achat de biens consommables	107 000 000
Achat d'équipement et outils techniques	383 000 000
RWANDA ANIMAL RESOURCES DEVELOPMENT AGENCY (RARDA)	
SYSTEME INTEGRE DE PRODUCTION AGRO-SYLVO PASTORALE INTENSIVE	600 000 000
ONE COW PER FAMILY	600 000 000
<i>Coûts de gestion du projet</i>	
Autres dépenses pour diverses interventions	600 000 000
APPUI A LA PROFESSIONALISATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DES	
PRODUCTEURS	
Unité Planification, Coordination et Suivi-Evaluation du Secteur Agricole (PPCU)	512 000 201
organisation et promotion des fermes et renforcement des capacités des producteurs	512 000 201
PROJET D'APPUI AU SYSTEME NATIONAL DE VULGARISATION	512 000 201
<i>Coûts de gestion du projet</i>	
Assistance Technique	102 000 000
Achat de biens consommables	80 000 201
Salaires et avantages	18 000 000
Achat d'équipement et outils techniques	312 000 000
PROMOTION DE L'AGRO-INDUSTRIE ET DEVELOPMENT DE L'AGRI-BUSINESS	
Unité Planification, Coordination et Suivi-Evaluation du Secteur Agricole (PPCU)	5 826 999 401
Création d'un climat d'affaire attractif et développement de l'entrepreneurship	1 534 000 000
DERB: Projet de développement rural de Bugesera	1 534 000 000
<i>Coûts de gestion du projet</i>	
Assistance technique e	80 000 000
Autres dépenses sur diverses interventions	73 000 000
Achat de biens consommables	200 000 000

Salaires et avantages	27 000 000
Travaux publics et constructions	1 034 000 000
Achat d'équipement et outils techniques	120 000 000
PROMOTION DE RESEAU ET DEVELOPMENT HORTICOLE	
PDCRE: Projet de Développement des Cultures de Rente et d'Exportation	750 999 401
<i>Coûts de gestion du projet</i>	
Assistance technique	74 136 341
Autres dépenses sur diverses interventions	60 621 115
Achat de biens consommables	45 241 015
Coûts de formation	29 326 000
Salaires et avantages	46 403 359
Assistance technique	21 319 200
Travaux Publics et constructions	407 003 355
Public works and constructions	
Micro-credits	66 949 166
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES	627 000 000
<i>Coûts de gestion du projet</i>	
Autres dépenses sur diverses interventions	627 000 000
TRANSFORMATION ET COMPETITIVITE DE L'AGRICULTURAL ET DE L'ELEVAGE	
STABEX 1996-1999: Appui à la réhabilitation du secteur de thé, café et autres produits d'exportation	1 840 000 000
<i>Coûts de gestion du Projet</i>	
Assistance Technique	260 644 400
Salaires et avantages	40 000 000
Achat de biens consommables	11 634 600
Autres dépenses sur diverses interventions	141 913 000
Dépenses de Formation	28 531 200
Travaux Publics et constructions	490 195 800
Achat d'équipement et outils techniques	372 391 600
Micro-credits	494 689 400
APPUI A L'INFRASTRUCTURE RURALE	1 075 000 000
Projet: Construction de la chambre froide à l'aéroport de Kanombe	268 000 000
<i>Coûts de gestion du Projet</i>	
Salaires et avantages	46 000 000
Achat de biens consommables	222 000 000
SCHEMA DIRECTEUR D'IRRIGATION	550 000 000
Travaux publics et constructions	550 000 000
IRRIGATION DES COLLINES	257 000 000
<i>Coûts de gestion du Projet</i>	
Autres dépenses sur diverses interventions	257 000 000

DEVELOPMENT INSTITUTIONNEL	
Unité planification, coordination et suivi-évaluation du secteur agricole (PPCU)	1 306 000 000
PAPSTA: Projet d'Appui au Plan Stratégique de Transformation de l'Agriculture	748 000 000
<i>Coûts de gestion du Projet</i>	
Assistance Technique	85 000 000
Autres dépenses sur diverses interventions	320 000 000
Achat de fournitures et biens consommables	133 000 000
Salaires et avantages	52 000 000
Achat d'équipement et outils techniques and specialized technical tools	158 000 000
PROJET D'APPUI AU STATISTIQUES AGRICOLES	558 000 000
<i>Coûts de gestion du projet</i>	
Assistance technique	558 000 000

11.3. ANNEE 2008

BUDGET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN 2008 : 21 898 892 646 Frw soit 12,04% .

Mais la proportion par rapport au budget ordinaire est de : 7,74% (Budget total ordinaire étant de 623 225 527 207 Frw et budget de fonctionnement pour tout le secteur agricole étant de 26 362 212 202 Frw)

Les différents bailleurs de fonds sont :

INTENSIFICATION ET DEVELOPPEMENT DU SYSTEME DE PRODUCTION SOUTENUE	13 672 130 088
RSSP: Rural Sector Support Project (Phase I)	
IDA RSSP: Rural Sector Support Project (Phase I)	1 185 813 288
RWANDA: RSSP: Rural sector support project (Phase I)	171 000 000
SCHEMA DIRECTEUR D'IRRIGATION	180 000 000
RWANDA Schéma directeur d'irrigation	180 000 000
IRRIGATION ET DEVELOPPEMENT DES BASSINS VERSANTS	400 000 000
RWANDA développement d'irrigation des Bassins versants	400 000 000
ONE COW PER FAMILY	1 199 097 061
RWANDA One cow per family	1 199 097 061
PADAB: PROJECT D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE BUGESERA	1 657 100 000
BAD PADAB: P	1 540 100 000
RWANDA: PADAB:	117 000 000
PAIGELAC: PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE LA GESTION DES LACS	2 582 285 128
BAD PAIGELAC:	2 482 285 128
RWANDA PAIGELAC:	100 000 000
HONEY PROMOTION PROJECT	195 183 333
RWANDA : Projet de promotion de la production de miel	195 183 333
VETERNALY LAB	200 000 000
RWANDA Laboratoire Vétérinaire	200 000 000
PADEBL: PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT D'ELEVAGE BOVIN LAITIER	1 490 000 000
BAD: PADEBL:	1 400 000 000
RWANDA PADEBL:	90 000 000
AFSR : APPUI AU DEVELOPPEMENT DES SEMENCES AU RWANDA	1 711 120 000
Belgique: AFSR:	1 711 120 000
INTEGRATED PEST MANAGEMENT	359 063 000
Belgique: IMP: PREVENTION INTEGREE DES INSECTES NUISIBLES	359 063 000
STORAGE FOR PEST MANAGEMENT	30 100 000
RWANDA Storage for pest management	30 100 000
REHABILITATION AND DEVELOPMENT OF BANANA PRODUCTION	80 030 000
RWANDA Réhabilitation et développement la production des bananas	80 030 000
PRIORITY CROPS INTENSIFICATION	1 800 000 000
RWANDA: intensification des filières prioritaires	1 800 000 000

MULTIPLICATION RAPIDE A FAIBLE COUT DE TUBERCULES ET ESPECES FRUITIERES	431 338 278
Belgique Multiplication rapide à faible coût de tubercules et espèces fruitières	431 338 278
SUPPORT TO THE PROFESSIONALISATION OF PRODUCERS' CAPACITY	1 397 786 366
APPUI SUPPORT TO THE NATIONAL DECENTRALISED AGRICULTURAL VULGARISATION	1 099 786 366
Belgique : Appui a la décentralisation de la vulgarisation agricole	1 058 419 700
Rwanda : Appui a la décentralisation de la vulgarisation agricole	41 366 666
ISAR: REHABILITATION OF IN VITRO LAB	184 000 000
Rwanda ISAR: Réhabilitation du laboratoire	184 000 000
ISAR: CAPACITY BUILDING FOR SENIOR SCIENTISTS	114 000 000
Rwanda ISAR: Renforcement des capacités des scientifiques seniors	114 000 000
COMMODITY CHAIN PROMOTION AND AGRIBUSINESS DEVELOPMENT	6 198 422 275
PDCRE: PROJET POUR LE DEVELOPPEMENT DES CULTURES DE RENTES ET D'EXPORTATION	
FIDA PDCRE:	1 518 392 357
Rwanda PDCRE:	1 329 625 000
	188 767 357
BUGESERA RURAL DEVELOPMENT	2 001 475 966
Luxembourg Lux: Bugesera rural development	2 001 475 966
SERICULTURE	140 000 000
Rwanda Sericulture	140 000 000
COMMODITY CHAIN PROGRAMME	300 000 000
Rwanda commodity chain programme	300 000 000
RHESI: RWANDA HORTICULTUREE EXPORT STANDARDS INITIATED	138 047 800
WTO RHESI: Initiative du Rwanda de contrôle de qualité à l'exportation	138 047 800
STABEX	2 100 506 152
UE STABEX	2 100 506 152
INSTITUTIONAL DEVELOPMENT	630 553 917
PAPSTA: Projet d'appui au plan stratégique de transformation de l'agriculture	127 325 316
DFID PAPSTA: Project to support the agricultural transformation strategic plan	127 325 316
PAPSTA: Project to support the agricultural transformation strategic plan	486 525 947
FIDA PAPSTA:	381 975 947
Rwanda PAPSTA:	104 550 000
MIS: MARKET INFORMATION STSYEM	16 702 654
UE MIS: Système d'information du Marché	16 702 654

11.4. La part de la Belgique dans le financement du développement agricole du Rwanda se chiffre à :

Année 2008 :

- Multiplication rapide à faible coût de tubercules et espèces fruitières pour 431 338 278 Frw
- Appui à la décentralisation de la vulgarisation agricole pour : 1 058 419 700 Frw
- Prévention intégrée des insectes nuisibles : 359 063 000 Frw .
- Appui au Développement des semences : 1 711 120 000 Frw .

Total contribution du gouvernement Belge en 2008 au développement agricole du Rwanda est :
3 535 940 978 Frw.

Année 2007 :

- Projet d'appui au système national de vulgarisation pour 512 000 201 Frw

Année 2006 :

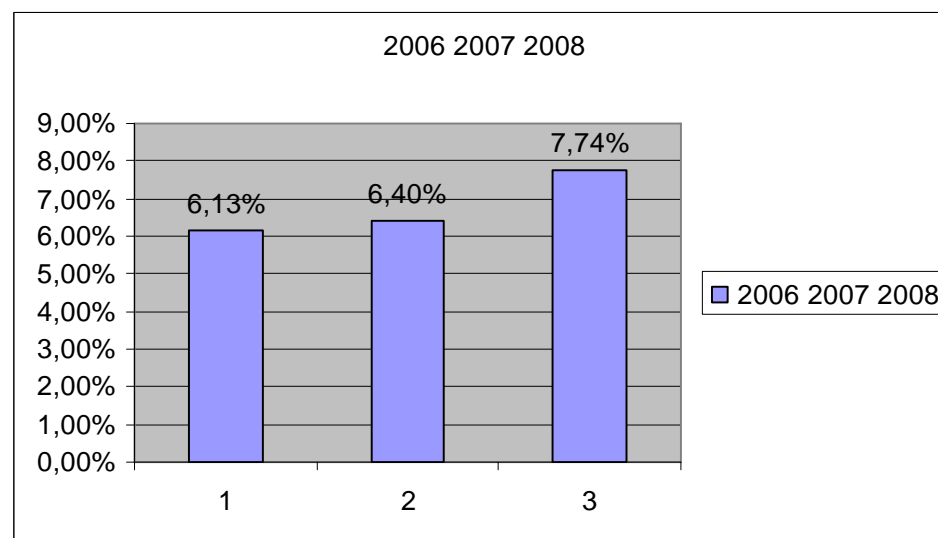
- Projet d'Appui au système national de vulgarisation pour : 263.910.000 Frw (Don)
- Projet d'Appui aux filières semencières du Rwanda (don) pour 638.400.000 Frw

Total contribution du gouvernement belge au développement du secteur agricole en 2006 est de :
902310 000 Frw.

Tableau synthétique de la situation des investissements en milieu rural par le Gouvernement Rwandais.

Allocation budgétaire au développement

Type de budget Année	Budget de développement global	Budget de développement agricole	Budget ordinaire	Proportion du budget de développement agricole par rapport au total de budget de développement	Proportion du budget de développement agricole par rapport au budget ordinaire
2006	111 373 995 560	8 657 526 796	404 738 200 000	7,70%	6,13%
2007	184 063 372 121	13 366 999 602	506 745 125 180	7,26%	6,40%
2008	181 884 490 415	21 898 892 646	623 225 527 207	12,04%	7,74%



En résumé, la part du budget dans le développement agricole du Rwanda se présente comme suit :

- En 2006 : 6,1 %
- En 2007 : 6,4 %
- En 2008 : 7.7 %
- En 2009 : ? (6.6%) Sur base des données budgétaires de 2009 qu'il faudra encore ajuster à la clôture de l'exercice au 31 Décembre 2009, la part du budget dans le développement agricole est estimée à 6.6%

XII. QUELLES SONT LES ETAPES ULTERIEIEURES ?

- HYPOTHESES

- Y a-t-il nécessité d'approfondir la recherche ?
- Oui.
- Notamment dans le domaine des mécanismes de suivi et de traçabilité de dépenses publiques (PETS : programme expenditure tracking survey) en vue de leur mise en place.
- La recherche sur l'emploi non agricole (% ?)
- Partenariat entre le Gouvernement et les autres partenaires de développement (Consultation, participation des la planification, conception et mise en œuvre)

XIII. RECOMMANDATIONS

Le développement agricole dans ce contexte précis a pour but d'éradiquer la pauvreté en transformant l'agriculture de subsistance en agriculture commerciale.

Ainsi améliorer les conditions de vie des paysans exige que ceux-ci réorientent leur production beaucoup plus vers le marché. Pour atteindre cela, il est nécessaire que le secteur public apporte son appui en priorité dans la définition de la production agricole, y compris l'élevage et poissonnerie afin d'assurer la qualité et la quantité des produits agricoles aussi bien pour la consommation locale que pour assurer la sécurité alimentaire et l'exportation.

- Le Gouvernement Rwandais doit mettre en place une structure institutionnelle de promotion des filières dont le rôle est décrit dans ce qui est développé ci- dessus.
- Le Gouvernement doit sensibiliser et mobiliser la population autour de la filière de manière à avoir des associations et groupements ou des coopératives pour chaque culture prioritaire.
- L'Etat Rwandais doit mettre en place un cadre réglementaire, juridique légal, et toute autre facilité qui incite le secteur privée à investir dans le développement des filières.
- L'Etat Rwandais doit mettre à la disposition des producteurs un paquet technique et technologique pour que les normes et les standards internationaux soient respectés.
- L'Etat Rwandais doit donner la priorité à la privatisation des usines à thé
- L'Etat Rwandais doit Créer les conditions favorables pour la mise en place des unités de transformation en milieu rural.
- Mettre en place un cadre d'arbitrage pour toute question entre le producteur, le processeur, l'homme d'affaire et le consommateur.
- L'Etat Rwandais doit s'impliquer concrètement dans la recherche et le développement des marchés
- Bien que des tâches sensibles ont été accomplies, de fortes mesures doivent être prises pour progresser davantage et consolider les progrès réalisés dans le domaine du genre et que d'autres étapes soient entamées pour une société équitable où les hommes et femmes sont des partenaires égaux dans la détermination de leur destin et des objectifs de développement.

Recommandations à l'égard des différentes institutions dans le développement agricole du Rwanda

Pour que le secteur agricole puisse contribuer significativement à la réduction de la pauvreté, il est nécessaire que les mesures institutionnelles et organisationnelles soient prises afin que les résultats attendus soient obtenus d'une manière efficace, efficiente et soutenue. Les différentes institutions intervenant dans le développement agricole au Rwanda incluent :

- Le secteur public – Gouvernement central et local (décentralisé) ;
- le secteur privé (agriculteurs, éleveurs ; commerçants ; petits et moyens entrepreneurs ; etc..) ;
- Société civile (ONGs ; Communautés locales ; et le public en général) ;
- les partenaires de développement (organismes bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux).

Les différents rôles attendus de chacun de ces acteurs sont :

- Des partenaires de développement devraient se regrouper en cluster des programmes de développement, par exemple cluster de l'agriculture. A partir de cela ils pourraient se rencontrer pour une revue et harmonisation de leurs activités avec les programmes du gouvernement Rwandais. Aussi, les partenaires devraient parler avec la même voix quant aux priorités d'actions et éviter les chevauchements d'assistance.
- Le gouvernement devra reconnaître l'importance du partenariat avec la société civile pour atteindre des résultats escomptés dans le domaine agricole. En collaboration avec le gouvernement, la Société civile devra être ou s'impliquer dans le processus de la définition de la politique agricole, de sa planification et sa mise en œuvre. Les ressources du secteur public doivent aussi contribuer au renforcement des capacités de la société civile, à travers la facilitation pour sa participation effective dans les programmes du secteur public, plus particulièrement ceux du secteur agricole.
- La transformation agricole et changement de méthode agricoles exigera que les exploitants agricoles (Composante plus importante du secteur privé) recourent davantage aux intrants extérieurs et amélioration de la récolte/ production agricole. Tous ces changements et amélioration de la production agricole nécessitera aussi des services de transport , de stockage et conservation de production agricole , et d'industrie de transformation , de conditionnement , et des services de crédit soit pour la production ou pour la commercialisation . Cela créera davantage d'unités d'affaires et d'emploi pour le secteur privé. Pour arriver à tous ces résultats attendus, le secteur privé doit assumer la responsabilité de sa transformation radicale et celle de son renforcement en capacité

entrepreneuriale. Le secteur privé devra être impliqué dans la définition et formulation des plans de développement agricoles et fourniture de services connexes aux petits agriculteurs sur des bases commerciales.

Quant au Gouvernement, il devra en outre par le biais de l'institution de développement agricole spécialisé, devra

- Appuyer les petits agriculteurs agricoles dans le renforcement des capacités de la transformation agricole, techniques de marketing et de compétitivité.
- Fournir un cadre de régulation et de contrôle de qualité particulièrement pour des intrants et de pesticides afin de prévenir la dégradation de l'environnement.
- Mettre à disposition des petits agriculteurs des données statistiques et commerciales de nature à les aider dans la planification et analyse prévisionnelle.
- Instaurer des mesures incitatives encourageant et permettant l'expansion du secteur privé qui doit vulgariser la commercialisation de la production agricole sans toutefois compromettre la sécurité alimentaire.
- Etant donné les avantages de l'irrigation dans ce sens que celle-ci permet une production étalée sur toute l'année, dans des conditions ordinairement non favorables à la production agricole,

Le Gouvernement devra donc financer le développement de l'irrigation et toute information y relative ainsi que le renforcement des capacités de petits agriculteurs dans la collecte ainsi que conservation de l'eau et protection du sol.

De plus, le gouvernement devra s'efforcer de créer l'environnement et politiques attrayantes, de façon à attirer et encourager le secteur privé et d'autres partenaires de développement à canaliser leurs efforts afin de mettre à disposition des petits agriculteurs des financements, et moyens pour implorer, stocker et distribuer des intrants agricoles.

Dans ce cadre, le Gouvernement Rwandais devra où cela est nécessaire établir des marchés publics modernes ou améliorés en milieu rural dans le but d'encourager le travail des petits agriculteurs. Le Gouvernement devra en outre faciliter l'établissement des institutions non gouvernementales de financement et de fonds de garantie agricole en milieu rural.

BI BLIOGRAPHIE

1. MINECOFIN, *Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP)*, June 2002.
2. IFAD, *Support Project for the Strategic Transformation of Agriculture (PAPSTA). Mid-term review*, Rome, May 2009.
3. FIDA, *Projet de Développement des Cultures de Rente et d'Exportation. Mission de revue à mi-parcours*, PEDCRE, Rome, May 2007.
4. MINAGRI, *Rapport d'évaluation à mi-parcours du projet PADEBL*, mai 2006.
5. MINAGRI, *Rapport d'évaluation à mi-parcours du projet RSSP*, avril 2008.
6. MINAGRI, *Plan stratégique de transformation de l'agriculture au Rwanda (PSTA I)*, Kigali, octobre 2004.
7. MINECOFIN (Statistics Department), *Integrated Household Living Conditions Survey in Rwanda (2000-2001). Final Report*, Kigali, September 2002
8. NATIONAL INSTITUTE OF STATISTICS RWANDA, *Integrated Household Living Conditions Survey in Rwanda 2005/06 (Enquête Intégrale sur les Conditions de Vie des Ménages)*, Kigali, December 2006.
9. MINECOFIN, *Budget du Rwanda. Exercices 2006*, Kigali, décembre 2005
10. MINECOFIN, *Budget du Rwanda. Exercices 2007*, Kigali, décembre 2006
11. MINECOFIN, *Budget du Rwanda. Exercices 2008*, Kigali, décembre 2007.